

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN FRANCE ET EN HONGRIE

Premiers résultats d'une étude comparée

par

Pierre KENDE

Chargé de Recherches au C.N.R.S.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. — INTRODUCTION	20
1.1. But de l'étude	20
1.2. Difficultés inhérentes à toute comparaison en valeur	21
1.3. Incidences sur une comparaison Est-Ouest	25
1.4. Plan de l'étude	26
CHAPITRE 2. — ANTÉCÉDENTS, DONNÉES, MÉTHODE	27
2.1. Revue sommaire des études comparées sur les niveaux nationaux de consommation	27
2.2. Bases de comparaison France-Hongrie	31
2.3. Méthode adoptée	34
CHAPITRE 3. — ANALYSE DES STRUCTURES EN MONNAIES NATIONALES	37
3.1. Contenu des grandeurs analysées	37
3.2. Structure des dépenses de consommation en 1964	40
CHAPITRE 4. — LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE ..	46
4.1. Données disponibles et méthode utilisée	46
4.2. Résultats	52
	19

CHAPITRE INTRODUCTIF

1.1. — BUT DE L'ÉTUDE

Pendant une longue période, toute comparaison réaliste entre les niveaux de vie respectifs des deux parties de l'Europe était inconcevable en l'absence des données statistiques dignes de foi pour les pays communistes. Depuis le milieu des années 1950, de telles données commencent à être disponibles, seulement elles se prêtent mal à la comparaison directe en raison :

- a) de l'impossibilité d'une conversion par le taux de change, et
- b) des différences bien connues entre les systèmes de comptabilité macro-économique pratiqués de part et d'autre.

Des termes comme « production », « consommation », « investissement » n'ont pas le même contenu définitionnel en économie du marché et en économie planifiée à la soviétique.

Bien entendu, les difficultés de comparaison ne sont pas toutes liées à un clivage politico-économique. Des disparités sectorielles entre les pouvoirs d'achat respectifs de deux monnaies nationales suffisent en elles-mêmes pour fausser la comparaison lorsque celle-ci s'effectue en termes de valeur, et cela même pour des pays qui ont par ailleurs des systèmes de comptabilité semblables ainsi qu'une économie ouverte sur les marchés extérieurs avec une monnaie en principe convertible (1). Ces distorsions ont été clairement mises en relief par les travaux de pionnier de Milton Gilbert et de ses associés (2). Mais lorsqu'interviennent, par dessus le marché, toutes sortes de différences de système — sur le plan des prix, des fiscalités, de l'organisation économique et sociale, enfin de la comptabilité globale — la démarche comparative devient autrement problématique.

Il semble cependant que, tout au moins pour quelques pays de l'orbite soviétique (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne), ces difficultés spécifiques sont en train de s'aplanir. En effet, suite à une coopération de plus en plus régulière et détendue entre les organismes de statistique de l'Est et de l'Ouest européens, un rapprochement semble s'opérer dans certains domaines « neutres » (statistiques de la santé, de la criminalité, etc.) et même pour certains aspects d'évaluation économique. C'est ainsi que, sous l'instigation de la Conférence des Statisticiens Européens de l'O.N.U. — organisme permanent ayant son siège à Genève — des tentatives ont été faites pour préciser les différences entre les systèmes, occidental et soviéto-marxiste, de comptabilité nationale voire même pour calculer l'impact de

(1) Les difficultés fondamentales de la comparaison en matière économique sont analysées dans la section 1.2 ci-dessous.

(2) On trouvera dans la section 2.1 une revue sommaire des travaux contemporains qui s'attachent à la comparaison statistique des niveaux de vie à travers l'espace géographico-économique.

ces différences sur les chiffres tels qu'ils sont actuellement divulgués de part et d'autre (voir section 2.1).

Parmi les pays planificateurs les plus activement impliqués dans ces tentatives, deux au moins en ont retiré l'impression qu'ils n'ont rien à perdre en adoptant certaines techniques d'évaluation « occidentales », notamment dans le domaine de la consommation privée. Les indications sur « la consommation de la population », que l'on trouve dans les annuaires statistiques récents de la Hongrie pour une période qui remonte jusqu'en 1960, sont tout à fait comparables avec les relevés ouest-européens de la consommation des particuliers une fois qu'on a fait la part de certaines différences de contenu (d'ailleurs facilement repérables).

Il nous a semblé qu'il ne serait pas sans intérêt de tenter — ne fût-ce qu'à titre expérimental — une comparaison rapide entre ces données et celles d'un pays d'Europe occidentale. Portant d'abord sur les structures apparentes, cette comparaison se propose ensuite d'y apporter quelques correctifs à partir des éléments dont on dispose ou bien sur les volumes physiques de la consommation ou bien sur les pouvoirs d'achat relatifs, analysés par secteur. Que le lecteur soit prévenu à l'avance qu'en l'absence des moyens de grande envergure (comparables à ceux de l'O.C.D.E. ou de l'O.N.U. par exemple), notre recherche a dû se contenter d'une méthode plutôt rudimentaire, aussi bien allons-nous livrer nos résultats avec beaucoup de réserve et sans prétention aucune.

Leur principal mérite est de se livrer au public alors qu'à d'autres tentatives de comparaison — pourtant entreprises avec des moyens et sous un patronnage autrement impressionnants — le même destin paraît interdit.

Pour des raisons purement techniques, notre choix a porté sur 1964 comme année de référence, et sur la France comme pays de comparaison. Certes la distance entre la France et la Hongrie de l'année 1964 est considérable à la fois sur le plan des richesses disponibles et sur celui du mode de vie. Aussi bien faut-il s'abstenir de **juger** l'une par référence à l'autre. En l'occurrence, la comparaison ne peut avoir d'autre but que de tenter de chiffrer certaines différences.

1.2. — DIFFICULTÉS INHÉRENTES A TOUTE COMPARAISON EN VALEUR

Avant de nous attaquer aux problèmes de pure technicité que soulève une pareille tentative de comparaison, il ne sera peut-être pas sans intérêt de nous arrêter pour un moment sur quelques aspects théoriques des comparaisons en valeur. Celles-ci sont, en effet, d'une grande délicatesse même lorsqu'elles s'effectuent à l'intérieur du même système économique — que ce soit l'économie du marché, un groupement d'économies planifiées, ou n'importe quel autre ensemble — et dans l'hypothèse d'une parfaite concordance des nomenclatures, méthodes d'estimation et d'agrégation, etc. Il nous semble que les difficultés ont leur origine dans certaines données élémentaires de toute économie humaine qui soit fondée sur l'échange, données dont nous ne citerons ici que deux :

1. Pour les sociétés humaines, même peu développées, il n'y a pas de consommation homogène ni entièrement stable ; celle-ci porte forcément sur une variété de biens, elle-même variable. Or, si dans le rapport « production », cette multiplicité variable peut se ramener au dénominateur commun du « coût social » qu'entraîne la reproduction (simple ou élargie)

des « richesses », dans le rapport « consommation », il n'y a pas de commensurabilité véritable entre les éléments qui composent cette même richesse ; c'est que, au moment précis où, sortant de la sphère de la production, ces éléments se livrent à l'homme, ils se présentent sous l'angle de leurs qualités spécifiques. On se trouve là devant la dualité classique « valeur d'usage-valeur d'échange » qui, notons-le en passant, n'a rien à voir avec le passage du subjectif à l'objectif dans l'évaluation sociale des biens. L'objectivation de la « valeur » sous forme du prix est le fait d'une certaine régularité dans les échanges à moins qu'elle procède d'une décision autoritaire. Elle ne change rien à l'incommensurabilité des biens **consommés**. Le prix, même « juste » ne permet point de décompter les « valeurs d'usage » ; il ne mesure que les coûts sociaux (au sens large) qu'ils relèvent d'une compétition libre entre facteurs, des conventions ou des contraintes. Cela est du reste bien conforme à sa fonction première qui consiste à régler le partage du produit social.

2. Sauf dans une économie domestique entièrement repliée sur elle-même, toute consommation est forcément la combinaison de trois éléments compte tenu des modalités par lesquelles une unité de consommation (ménage ou collectivité) peut acquérir les biens dont elle va faire usage :

A. Biens et services **produits à l'intérieur** de l'unité considérée (par exemple ménage).

B. Biens et services acquis **à titre onéreux** sur une production **extérieure** à l'unité considérée.

C. Biens et services obtenus par l'unité considérée **sans contrepartie** apparente (exemple : don).

Il n'y a pas de quatrième élément (à moins de considérer les prélèvements sur la nature, classés par les économistes dans la catégorie « A », comme un mode d'acquisition distinct). Par contre, il est clair que la combinaison de ces trois éléments varie considérablement d'un point de l'espace géographico-social à l'autre. Elle est fonction de l'environnement naturel, du statut social, des institutions, des coutumes et de la mode. Elle subit aussi les influences du progrès technique et économique, des mouvements de la population, etc.

Quel est le rapport entre ces deux « données de base » et les problèmes pratiques rencontrés dans les comparaisons en valeur (notamment inter-spatiales ?).

1.2.1. — PROBLÈMES LIÉS A L'INCOMMENSURABILITÉ DES PRODUITS

En toute rigueur, aucun ensemble de choix qui porte sur la consommation ne saurait être comparé avec un autre à moins que le sujet ne soit identique dans les deux cas : c'est à **Pareto** que nous devons cette évidence. En pratique, la démarche comparative nous paraît raisonnable si les unités de décision qu'elle vise sont placées devant les mêmes prix. Cette condition est plus ou moins réalisée dans le cas des enquêtes ayant pour objet, par exemple, la structure des budgets familiaux qui se dégage à un moment donné au sein d'un ensemble économique national pourvu que celui-ci soit suffisamment homogène sous l'angle des prix. Elle n'est pas du tout respectée lorsque, dans la comparaison, interviennent des disparités plus ou moins marquées entre les prix nominaux à la consommation : ce qui est le cas normal lorsqu'on passe d'une entité politique à l'autre. Même si l'on supposait que ces différences de prix s'expliquent essentiellement par la divergence des goûts qui, par l'intermédiaire de la demande, se répercutent sur les échelles de l'offre et les productivités respectives (il

est à peine nécessaire de souligner ce que cette hypothèse comporte de mythologique) resterait à voir ce que l'on peut bien mesurer à partir des données ainsi différenciées : la structure de la consommation par groupe de produits ou de services ? Nullement puisque dans chaque comparaison on applique « deux poids et deux mesures ». La structure nominale des dépenses ? Sans doute. Seulement, ici, les similitudes de structures risquent de masquer les disparités de pouvoir d'achat (variables selon les emplois de la dépense). Recalculer « la valeur » des consommations de l'entité « R » d'après les prix de l'entité « S » est devenu la méthode privilégiée de la comparaison inter-spatiale depuis l'étude Gilbert et Kravis de 1953. Ce calcul est instructif dans la mesure où il permet de chiffrer certaines disparités dans leurs répercussions macroéconomiques ; son résultat est insaisissable si ces disparités sont trop importantes car il ne faut jamais perdre de vue que les budgets des ménages reflètent aussi la structure des prix en vigueur. On peut affirmer (si seul importe le poids) qu'en Lidurie on consomme deux fois plus de pommes qu'en Ruritanie, mais lorsqu'on étend la comparaison à l'ensemble des fruits, le résultat dépend des coefficients de valeur que nous assignons à chaque espèce différente (à moins de ne compter à nouveau que le poids brut) (1). Du point de vue de la réalité économique, les prix de comparaison tirés des moyennes géométriques sont probablement les plus mauvais de tous : autant mesurer la masse totale des eaux réunies de la Terre et de Vénus en « poids moyen » du décimètre cube compte tenu des gravitations respectives...

Dans un sens, toute estimation monétaire des flux réels relève d'une procédure à peine moins discutable dans la mesure où la valeur de l'étalon monétaire n'a aucun rapport avec les qualités spécifiques des biens et services évalués ; dans la mesure aussi où les prix nous renvoient à des contingences. Certes, tant que nous restons dans les limites d'un marché déterminé et pour une période de relative stabilité, les rapports de prix ont en quelque sorte la force de la coutume : l'arbitraire des égalités du type « 1 complet = 5 chemises » est entériné par une acceptation sociale dont les choix budgétaires ne constituent pas le moindre élément (2). L'inconvénient des comparaisons internationales est qu'elles font éclater ce que la comptabilité en valeur comporte de conventionnel et de circonstanciel. Raffiner les méthodes n'est pas résoudre le fond du problème que, seule, pourrait éliminer l'intégration effective des unités en comparaison.

1.2.2. — PROBLÈMES LIÉS AUX DIFFÉRENCES DE STRUCTURE

Des trois modes d'acquisition (A, B, C) que nous avons énumérés plus haut, les statistiques économiques privilégient à coup sûr le deuxième, à savoir l'acquisition qui se fait à titre onéreux sur une production extérieure à l'unité de budget considérée. En effet, tout ce qui est payé par les ménages grâce à leurs revenus propres appartient à cette catégorie ; celle-ci représente normalement les neuf-dixièmes, sinon plus, de « la consommation des particuliers » telle qu'elle apparaît dans les comptes nationaux. L'auto-consommation des produits agricoles et les loyers imputés constituent les seules exceptions notables ; c'est qu'à la différence de mainte consommation « invisible » (pour le comptable national), ces deux postes

(1) On sait que dans une comparaison Autriche-Pologne, menée en 1966-1967 sous l'égide de l'O.N.U., il a fallu éliminer deux groupes de produits (conserves de sardines d'une part, oranges, citrons, etc., d'autre part) car lorsqu'on évaluait la consommation autrichienne d'après les prix polonais, ces deux groupes ont totalisé à eux seuls 18 % de la consommation alimentaire ! Pratiquement la même aventure est arrivée à propos de la consommation de vin des Français lorsque dans l'étude Gilbert-Kravis, on a voulu l'évaluer aux prix anglais et américains...

(2) Entendons-nous bien : il ne s'agit pas forcément d'arbitraire si l'on se réfère aux coûts (ou plus précisément aux hiérarchies sociales qui se cachent derrière les coûts). Seulement, ces coûts n'ont rien à voir avec les valeurs d'usage ; pensons à ce propos au cas où, pour le marché, « 1 chemise = 5 complets ».

non-monétaires peuvent être repérés à partir d'autres renseignements disponibles.

Sans vouloir faire ici le « procès » de la comptabilité économique — à la différence du public, celle-ci n'a jamais été dupe des limitations auxquelles elle est astreinte — notre seul but est de souligner que, d'un pays à l'autre de même que d'une période à l'autre, la comparabilité de la consommation s'arrête normalement aux frontières de la catégorie « B », autrement dit, de ce qui est d'une façon ou d'une autre ramené au dénominateur commun de la valeur monétaire. Or, cette catégorie est loin d'avoir le même poids dans la consommation totale des différentes entités nationales ou démographiques (1), ni dans la consommation d'une même entité à travers les phases de ce que nous appelons développement économique. Établir correctement la structure A-B-C est une tâche pratiquement insoluble. Pour les biens et services du type « C », il y a encore une vague possibilité de les monétiser : soit en les assimilant à des équivalents du type « B », soit en ayant directement recours au dénominateur du coût social (tel qu'il apparaît en l'occurrence dans les bilans des collectivités prestataires). Mais pour les consommations du type « A » — autres que les cas déjà évoqués — l'opération n'est même pas tentée et pour cause : peut-on raisonnablement estimer la « valeur ajoutée » des soins maternels ou même celle d'une activité aussi prosaïquement industrielle que le bricolage ? C'est ainsi que le produit des nombreux services intra-ménage tend à échapper à la comptabilité sociale de même que tout ce qui est directement prélevé sur la nature (par exemple des déprédations industrielles ou autres, portant atteinte à l'environnement naturel). Notons d'ailleurs que ce qui est consommé sans contrepartie apparente sur les équipements sociaux non productifs (des routes aux émissions radiophoniques) entre également d'une manière très imparfaite dans les comptes économiques courants. Pratiquement ceux-ci ignorent les flux positifs dont ces équipements peuvent être à l'origine et qui s'apparentent sans aucun doute aux différentes « rentes de consommateur ». Résultat : l'apparition d'une nouvelle chaîne de TV ne contribue en rien à la consommation nationale pourvu que, par bonheur, les taxes perçues par l'État restent les mêmes. De même, si en Lidurie les routes sont plus mauvaises qu'en Ruritanie, cette disparité ne risque nullement d'affecter les « valeurs » respectives de la consommation per capita (2). C'est que la consommation, telle qu'elle apparaît dans la comptabilité économique, est exclusive de la mise en valeur des équipements en place (sauf pour ce qui est de la valeur locative des habitations) à moins que cette mise en valeur ne s'accompagne d'une transaction commerciale. Cela élimine déjà de la consommation privée toute estimation quant aux services rendus par l'équipement ménager (pour lui substituer des valeurs d'achat, ce qui est aberrant). Mais cette même doctrine comptable élimine *a fortiori* toute estimation des rentes invisibles distribuées par les équipements collectifs. En pâle reflet de ce qu'ils peuvent apporter d'agrément ou d'économie (du temps, etc.) de période en période, les comptes d'amortissement de ces équipements sont calqués sur ceux du capital productif. Ils n'ont aucun rapport avec le profit que la collectivité peut tirer de ce capital. Ils nous renvoient aux paramètres conventionnels — et combien aléatoires dans une économie inflationniste ! — du coût de remplacement.

(1) On trouve des indications fort instructives sur les énormes écarts que l'auto-consommation fait apparaître entre ménages indiens, urbains et ruraux, pour la structure de leurs budgets respectifs, dans la revue *Income and Wealth*, n° 4, 1967 (article de M. MUKHERJEE).

(2) Si ce n'est en contre-sens. En effet, ce que la Ruritanie dépense à l'entretien du réseau routier diminue d'autant ses ressources attribuées à la consommation privée, tandis que les pneus qui crèvent en Lidurie et que ses automobilistes doivent remplacer augmentent d'autant la consommation apparente de ce pays. Les écrits de Bertrand de Jouvenel sont riches en ce genre de paradoxe.

1.3. — INCIDENCES SUR UNE COMPARAISON EST-OUEST

Ces quelques remarques n'avaient d'autre but que de marquer les limites de toute comparaison inter-spatiale ayant pour objet la consommation. Ces limites ne peuvent que devenir plus rigides lorsqu'à la disparité — inévitable — des structures, des contraintes et des conjonctures s'ajoutent des différences de régime.

Tant que l'on reste dans le cadre d'une économie du marché, les prix peuvent être considérés — sous les réserves qui s'imposent — comme des prix d'équilibre reflétant avec plus ou moins de décalage les préférences socialisées des consommateurs dans un ensemble de contraintes (techniques, budgétaires, fiscales, salariales, etc.). Dans cette mesure, les disparités de pouvoir d'achat sectorielles nous renvoient à des écarts soit des productivités, soit des hiérarchies salariales, soit des habitudes géographiquement ou culturellement conditionnées — à moins qu'il s'agisse de l'incidence d'une fiscalité discriminatoire aux motivations politiques ou morales. Mais lorsqu'on passe des économies concurrentielles aux économies de type soviétique, les écarts constatés s'expliquent essentiellement par référence à une fiscalité par principe discriminatoire.

Entendons-nous bien : même dans une économie centralisée, les prix à la consommation peuvent être des prix d'équilibre dans la mesure où le planificateur tient compte du rapport réel entre l'offre et la demande (il ne le fait pas toujours). C'est la quantité de l'offre qui n'y est jamais réglée par une volonté d'équilibre. Les hiérarchies salariales comportent, elles aussi, quelque arbitraire (les travailleurs n'ayant aucun pouvoir de négociation légalement reconnu). Il s'ensuit que les productivités sectorielles s'écartent considérablement de ce qu'elles seraient dans un jeu plus libre entre forces économiques rivales ou antagonistes : or, elles finissent bien par se répercuter sur les prix. Dans ces conditions, les choix budgétaires des consommateurs — bien que libres en principe — répondent dans une large mesure aux suggestions implicites du planificateur central, elles n'ont que peu d'effet sur les décisions de production. En fin de compte, on se demande quel est dans ce système le rapport réel entre prix et évaluation sociale.

Sur le plan des structures — au sens de l'analyse donnée ci-dessus, en 1.2.2 — les économies de type soviétique ne présentent pas des particularités qui justifieraient de les classer à part. Si les prestations dites gratuites y sont parfois plus développées que dans les économies occidentales, le plus clair de la consommation privée s'effectue, dans les deux cas, contre paiement direct ou indirect, c'est-à-dire en rapport avec un flux monétaire facilement identifiable. Si pour les économies planifiées, l'évaluation des services culturels et sociaux distribués en gratuité pose malgré tout un problème, c'est dans la mesure où leur financement est assuré par des impôts indirects ; or, dans ce cas là, leur prix est déjà inclus dans celui des biens et services que les particuliers acquièrent par la voie commerciale. Nous reviendrons à ce problème à propos de la Hongrie.

Pendant un long moment, la principale difficulté de comparaison est-ouest consistait en ceci : dans les bilans macro-économiques de type soviétique, les postes de « consommation » (des particuliers et des collectivités) ne s'étendaient qu'aux prélèvements « matériels », conformément à une définition du produit social qui ignore tous les services n'ayant pas une substance physique. C'est ainsi que, dans le domaine culturel par exemple, la performance d'une troupe ne faisait pas partie des services consommables ; seule était enregistrée comme « consommation théâtrale », la contre-partie monétaire du chauffage et de l'éclairage de la salle. Si les billets de théâtre

avaient été distribués gratuitement (autrement dit, si le théâtre avait vécu exclusivement sur des revenus de transfert), on aurait pu déceler quelque logique dans ce procédé ; mais ce n'était pas le cas. Peu importe ! Si aujourd'hui des comparaisons est-ouest sont concevables c'est précisément parce que, pour certains relevés de la consommation privée, on a abandonné la doctrine en question. En principe, la consommation théâtrale des particuliers est définie comme la dépense qu'ils effectuent à ce titre (à laquelle on ajoute éventuellement les subventions que l'État accorde à la production théâtrale).

1.4. — PLAN DE L'ÉTUDE

Ainsi donc, le but de cette étude est de comparer — avec des «moyens de bord » mais dans un découpage poussé aussi loin que nous le permettent les nomenclatures en présence — les structures française et hongroise de la consommation privée. Voici brièvement les étapes prévues :

Dans le chapitre qui suit, on passera en revue les travaux déjà entrepris sur ce même terrain, les données disponibles et les problèmes de la méthode. A partir de là, on passera à la présentation et à l'analyse des résultats.

La livraison présente ne comporte que deux chapitres de résultat : le troisième, qui s'attache à l'analyse des données nominales, et le quatrième, qui procède à une réestimation de la consommation alimentaire à partir des quantités physiques.

Une conclusion provisoire terminera cette étude en attendant que, dans une prochaine livraison, nous en étendions la partie analytique au domaine des consommations non-alimentaires.

CHAPITRE 2

ANTÉCÉDENTS, DONNÉES, MÉTHODE

2.1. — REVUE SOMMAIRE DES ÉTUDES COMPARÉES SUR LES NIVEAUX NATIONAUX DE CONSOMMATION

2.1.1. — ÉTUDES GÉNÉRALES. LES DEUX APPROCHES : MONÉTAIRE ET PHYSIQUE

Il y a deux approches possibles pour procéder à des comparaisons globales en matière de consommation : l'approche « directe » (monétaire) et l'approche indirecte (par recours à des indicateurs physiques). Dans les deux cas, c'est l'agrégation des données qui pose le véritable problème.

Pour des raisons évoquées en 1.2.1, l'approche monétaire n'est pas concevable par simple recours au taux de change puisque les différentes monnaies n'ont pas le même pouvoir d'achat dans les différents domaines de la consommation. C'est **Gilbert Milton** et ses collaborateurs qui ont jeté les bases d'une comparaison à la fois réaliste et monétaire en matière de consommation globale (1). Leur méthode s'inspire essentiellement du calcul des « prix constants » permettant d'établir des indices de volume dans les séries chronologiques. Elle consiste à réévaluer, poste par poste, les quantités consommées en pays A selon les prix du pays B (et réciproquement) en se basant ou bien sur des indications physiques relatives aux quantités consommées de part et d'autre, ou bien sur des indices de prix permettant le passage d'une expression monétaire à l'autre. On remarquera que cette méthode ne peut s'appliquer qu'à des comparaisons binaires : lorsqu'on l'étend à un troisième pays, les données de ce dernier doivent être comparées séparément avec celles des deux précédents. Peut-on, à partir de là, arriver à une structure de référence commune à plusieurs pays ? Oui, mais au risque d'une abstraction — celle du prix moyen pondéré, établi poste par poste pour un ensemble de pays dont chacun vit dans une structure propre — ou alors en privilégiant les structures d'un seul d'entre eux (2).

(1) M. GILBERT et I. KRAVIS, *An International Comparison of National Products and the Purchasing Power of Currencies* (O.E.E.C., Paris, 1954) ; M. GILBERT et Ass., *Comparative National Products and Price Levels* (O.E.E.C., Paris, 1958). Le premier de ces deux travaux s'étend à cinq pays (U.S.A., Grande-Bretagne, France, Allemagne Fédérale et Italie) dont les produits nationaux et les consommations sont comparés pour l'année 1950. Le deuxième ouvrage reprend la comparaison pour 1955 en y incluant les pays du Benelux et deux pays scandinaves.

(2) Les deux méthodes sont expérimentées par M. Gilbert et ses associés. Dès l'ouvrage de 1954, les prix domestiques U.S.A. sont utilisés comme dénominateur commun pour arriver à un classement de l'ensemble des pays pris en considération. On peut se demander avec Beckerman (cf. note 4 p. 28) si ce procédé permet de tirer des conclusions correctes sur les rapports réciproques entre les pays autres que les États-Unis. En effet, plus les rapports de prix et les structures de consommation d'un pays se trouvent éloignés de ceux du pays de référence, moins la réévaluation de sa consommation (aux prix de ce dernier) a une signification réelle notamment dans une confrontation avec des résultats analogues. Quant au recours à des prix moyens européens (proposé dans le second ouvrage), il est certes moins aberrant pour une comparaison intereuropéenne mais son sens économique est plus insaisissable encore que celui de la référence américaine.

Les nombreux problèmes soulevés par l'approche monétaire ont amené certains auteurs à lui préférer le recours à des indicateurs physiques. L'idée fut lancée par Bennett (1) ; elle a été reprise par une étude de l'I.N.S.E.E. (2) et, d'une façon plus ambitieuse, par trois auteurs hongrois (3). Se livrant à une critique systématique de cette approche, Beckerman (4) en est venu à définir pour elle une méthodologie qui peut satisfaire aux exigences de la théorie statistique.

Le recours aux indicateurs physiques présente l'intérêt immédiat d'être infiniment moins laborieux que l'approche monétaire. Toutefois, il suppose l'existence de cette dernière et — tout au moins dans l'esprit de Beckerman et des auteurs hongrois cités — il n'en est que le prolongement. C'est que, sous peine de choisir les indicateurs physiques « au pifomètre », il est indispensable de les mettre en rapport avec une échelle monétaire afin de vérifier leur pertinence voire même leur représentativité. Cela s'impose tout particulièrement lorsque de l'étude isolée de certains indicateurs intéressants en soi on passe à leur agrégation (à moins d'y renoncer, comme ce fut le cas de l'étude I.N.S.E.E.). A la sommation inadmissible des indicateurs hétérogènes (Bennett), Beckerman oppose le recours à une vérification statistique permettant premièrement d'opérer un choix raisonné des variables, deuxièmement d'en réduire le nombre au minimum nécessaire, troisièmement enfin de déterminer pour chacune un coefficient de pondération avant de les fondre en un seul indice agrégé (5). Il s'ensuit que les résultats obtenus à l'aide des indicateurs physiques sont « informés » par l'échelle monétaire quelle qu'elle soit ; on reproduit — pour la prolonger vers d'autres pays et d'autres périodes — la hiérarchie des produits nationaux ou des consommations, établie sur la base des indications en valeur.

Tant que l'on se borne à des comparaisons sectorielles (consommation de viande, densité du réseau téléphonique, etc.), les problèmes — statistiques et théoriques — de l'agrégation ne se posent évidemment pas et les indicateurs physiques sont là pour nous renseigner en toute leur plasticité. Notons à ce propos que, pour l'Europe occidentale, le travail analytique le plus complet fut réalisé par A. Piatier (6). L'originalité de cette analyse est de combiner l'information statistique générale avec les résultats d'une enquête représentative sur les ménages de 7 pays européens, la première tentative de ce genre ; pour l'appréciation des données monétaires globales, Piatier se sert des résultats de Gilbert et associés en les extrapolant.

2.1.2. — COMPARAISONS EST-OUEST

En ce qui concerne les comparaisons est-ouest, les travaux jusqu'à présent réalisés sont peu nombreux mais non sans intérêt. Faisons mention rapidement de trois études américaines comportant une évaluation, par

(1) M. K. BENNETT, « International Disparities in Consumption Levels » (*American Economic Review*, sept. 1951).

(2) « Le niveau de vie en France et dans le Monde » (*Études et Conjoncture*, oct. 1954).

(3) L. CSEH-SZOMBATHY, « Composing Synthetic Indicators for International Comparisons of the Standard of Living » (dans l'ouvrage collectif, *The Standard of Living : Some Problems of Analysis and of International Comparison*, Budapest, 1962). F. JANOSSY, *A gazdasági fejlődés mérhető-sége és új mérési módszerei* (La mensuration du développement économique et ses méthodes modernes), Budapest, 1963. Une nouvelle application de la méthode de F. Janossy est proposée enfin par E. EHRLICH dans le n° 10, 1968 de la revue *Közgazdasági Szemle*.

(4) W. BECKERMAN, *International Comparisons of Real Incomes* (O.C.D.E., Paris, 1966).

(5) La méthode suivie par les auteurs cités en note 3 est quelque peu différente. Elle consiste à choisir — à partir d'une analyse séparée des indicateurs présumés bons — un ensemble d'indicateurs qui se révèle en bonne corrélation avec les écarts monétaires des revenus (là où de tels renseignements sont disponibles). Autrement dit, les aspects (b) et (c) de la méthode Beckerman ne sont pas visés ici.

(6) A. PIATIER, *Structure and Perspectives de la Consommation Européenne* (ouvrage publié sous le patronnage de *Selection du Reader's Digest*, Paris, 1967).

référence aux États-Unis, de la consommation per capita des pays communistes (1). Sur le plan européen, l'on doit à la Conférence des Statisticiens de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe, l'initiative de la première comparaison approfondie des deux systèmes de comptabilité nationale (2). L'objet principal de cette étude fut d'ordre méthodologique ; elle a cependant donné l'occasion d'une coopération entre les offices statistiques du Royaume-Uni et de la Hongrie avec comme résultat la réévaluation de la consommation privée de chacun de ces deux pays suivant le système de comptabilité de l'autre. Dans l'esprit des statisticiens de l'O.N.U., ce n'était cependant qu'une étude pilote destinée, avant tout, à mettre en évidence les lacunes d'information devant être comblées de part et d'autre. Une tentative de comparaison de plus grande envergure fut décidée entre deux autres pays relevant de la même Commission (Autriche, Pologne) ; cette fois, il devait s'agir non seulement de surmonter les différences méthodologiques mais aussi d'arriver à une évaluation simultanée des deux consommations dans les deux monnaies nationales compte tenu des disparités de pouvoir d'achat. Les résultats complets de cette tentative passionnante viennent d'être publiés par les services de l'O.N.U. à Genève (3).

Qu'il nous soit permis de citer très brièvement les principales conclusions de l'étude Royaume-Uni-Hongrie, et les rares éléments dont on dispose pour l'étude Autriche-Pologne.

Au cours de l'étude Royaume-Uni-Hongrie, on s'est attaché à déterminer, pour l'année 1959, le sens des modifications qui interviendraient si l'on passait du système de comptabilité des Nations Unies (SCN) à celui des « bilans d'économie nationale » de type soviétique (CPM) et vice-versa. Il est apparu que, dans le cas du Royaume-Uni, le passage du système SCN au système CPM se solderait par une diminution apparente de 7,1 % de la consommation, essentiellement en raison des services non-matériels dont il faudrait retrancher le montant. Paradoxalement, le passage du système CPM au système SCN — dans le cas de la Hongrie — se traduirait également par une diminution apparente de la consommation qui serait du même ordre de grandeur (6,7 %). En voici les principales raisons (4) :

a) « La consommation matérielle de la population » telle qu'elle figure dans les bilans CPM comprend de forts montants de consommation collective et d'autoconsommation que les bilans SCN — dont on connaît la différence d'avec les comptes nationaux français — n'attribuent pas à la « consommation privée ».

b) Les éléments non-matériels de certains services qu'il convient en revanche d'ajouter aux évaluations CPM pour passer au système SCN n'ont de loin pas l'importance des postes à retrancher (évoqués sous « a »).

Ces résultats pour la Hongrie sont confirmés par une étude postérieure à celle de l'O.N.U. (5). S'employant à réévaluer le revenu national de la Hongrie de 1959 à 1965 selon les concepts SCN, son auteur — expert de

(1) W. W. HOLLISTER, « China's Gross National Product and Social Accounts 1950-1957 » (Free Press, Glencoe Ill., 1958). M. BORNSTEIN, « A comparison of Soviet and United States National Product » (In : *The Soviet Economy*, éd. by M. Bornstein et D. Fusfeld, R. D. Irwin, Homewood Ill., 1962. F. L. PRYOR ; G. J. STALLER : « The Dollar Values of the Gross National products in Eastern Europe 1955 » (*Economics of Planning*, 1966, vol. 6, n° 1, pp. 1-26).

(2) Cf. Nations Unies, Conférence des Statisticiens Européens, Normes et Études Statistiques, n° 1, « Statistiques des Dépenses des Consommateurs dans différents systèmes de Comptabilité Nationale et de Bilan National » (Genève, 1963).

(3) Conférence des statisticiens européens, Normes et Études statistiques, n° 16 : « Comparaison des niveaux de consommation en Autriche et en Pologne » (Genève, 1969).

(4) Cf. L'étude citée dans la note (2 ci-dessus), pp. 49-50.

(5) A. CSERNOK, « Magyarország nemzeti jvedelme a nemzeti számlarendszer alapján » (Le revenu national de la Hongrie d'après le système des comptes nationaux) (in *Statistikai Szemle*, n° 1, 1968),

l'Office Central des Statistiques de Budapest — a trouvé que le montant ainsi déterminé serait de 7 à 8 % moins élevé que celui auquel on aboutit avec les concepts CPM.

Quant à l'étude Autriche-Pologne, elle a porté sur la consommation privé, payée ou non. Celle-ci fut décomposée en 220 postes de calcul (dont 135 non alimentaires) tandis que le nombre des indices de prix de passage déterminés séparément, montait à 864 (dont 696 non alimentaires). C'est que, pour les auteurs de cette comparaison, l'évaluation des volumes à partir des prix relatifs de biens représentatifs a paru préférable à l'autre démarche préconisée par M. Gilbert (dont l'exemple les a pourtant largement inspirés) et qui consiste à mettre en rapport direct des volumes physiques⁽¹⁾. Suivant qu'on se base sur les prix autrichiens ou polonais, la consommation par tête des Autrichiens paraît supérieure de 56 ou de 77 % à celle des Polonais. La différence des niveaux de consommation est faible dans le domaine alimentaire et particulièrement marquée pour les biens d'équipement et vestimentaires.

Signalons enfin la parution récente d'une étude de la Documentation Française⁽²⁾, qui se donne pour but de réévaluer en dollars et aux prix du marché mondial la production de 7 pays communistes (U.R.S.S., Bulgarie, Hongrie, Pologne, R.D.A., Roumanie, Tchécoslovaquie). La méthode adoptée par les auteurs de cette étude remarquable consiste à évaluer la production, secteur par secteur, à partir des tableaux des échanges interindustriels (input-output) et par recours à des taux de conversion qui se dégagent de la double comptabilité des flux extérieurs⁽³⁾. Les difficultés de cette méthode sont nombreuses, elles sont explicitées par Sokoloff et ses associés avec une très grande clarté. On peut dire en simplifiant que la précision des estimations obtenues dépend essentiellement de la représentativité des échantillons de produits à partir desquels s'effectue la conversion (en l'occurrence, les produits d'exportation et d'importation).

Les résultats auxquels sont parvenus Sokoloff et ses collaborateurs sont surprenants à plusieurs égards. Leurs calculs minutieux font apparaître, en effet, qu'en 1964 la production nationale⁽⁴⁾ de l'U.R.S.S. a totalisé 133,7 milliards de \$ (soit 588 \$ par tête) et celle des 6 autres pays cités, 56,5 milliards de \$ (soit 571 \$ par tête)⁽⁵⁾. Rappelons qu'à la même époque, pour les 6 pays du Marché Commun, le produit national net au coût des facteurs a été évalué à 1 204 \$ par tête. L'écart est encore plus frappant si l'on se limite à la seule grandeur « consommation des ménages ». Évaluée par tête, celle-ci s'élève en 1964, à 227 \$ pour l'U.R.S.S. et à 300 \$ pour les démocraties populaires (C.E.E. : 942 \$). C'est que, sur la production disponible, 56 % sont affectés à l'accumulation en U.R.S.S. et 40 % dans les démocraties populaires (à en croire l'étalon des « prix mondiaux ») contre 16 % dans le Marché Commun. Certes, la consommation des ménages de la C.E.E. est évaluée aux prix du marché, c'est-à-dire par référence à un produit national qui se trouve augmenté de quelque 20 % par le montant net des subventions des impôts indirects. Rappelons aussi que la production

(1) Ces indications sont tirées d'une étude parue dans le n° 4, 1967 de la revue *Income and Wealth*, et signée par M^{me} KRZECZKOWSKA, de l'Office Central des Statistiques de Varsovie.

(2) « Essai d'Inventaire Économique des Pays de l'Est ». Sous la direction de G. SOKOLOFF (*La Documentation Française*, « Travaux et Recherches », n° 19, Paris, 1969).

(3) On connaît, en effet, la valeur de ces flux en dollars ; d'autre part, ils apparaissent dans les tableaux input-output en monnaie nationale, d'après leur valeur (avec ou sans impôts) en prix domestiques.

(4) Nous utilisons ce terme pour éviter la confusion avec les agrégats conventionnels des comptabilités occidentales. La « production nationale » est calculée à l'exclusion des services immatériels. Soulignons d'autre part qu'il s'agit d'une évaluation au coût des facteurs, la seule qui se prête à une conversion en « prix mondiaux ». Voir également la note suivante.

(5) Ces totaux, nous les avons établis à partir des données fournies par l'étude Sokoloff (op. cit., pp. 133-145) en additionnant les sous-totaux suivants : consommation des ménages + consommation publique + Fonds affectés à l'accumulation + Importations moins Exportations.

disponible des pays communistes ignore un certain nombre de services (culturels, médicaux, etc.) que la population acquiert pourtant à titre onéreux. N'empêche que les chiffres de Sokoloff donnent à réfléchir.

Avec une consommation de 303 \$ par tête, la Hongrie se situe — d'après ces mêmes calculs — juste au niveau moyen 1964 des démocraties populaires. Ce résultat ne nous paraît pas invraisemblable. Un statisticien de Budapest (1), utilisant la méthode des indicateurs physiques évoquée plus haut (2.1.1), a déterminé en 320 dollars la valeur par tête du revenu national 1955 de la Hongrie, le terme de revenu national se référant ici à sa définition occidentale (système S.C.N.). Sur des bases sensiblement identiques, un autre auteur hongrois, E. Ehrlich, a tenté de déterminer la même grandeur pour 1960 : son chiffre se situe autour de 440 dollars (2). Si l'on considère que sur ces totaux 50 à 60 % seulement étaient destinés à la consommation privée (dans une évaluation « objective » des prix), on retrouve bien l'ordre de grandeur indiquée par Sokoloff pour 1964. Comparée avec la consommation par tête des Français à la même époque (1 172 \$ aux prix courants), celle des Hongrois apparaît comme très en retard même si l'on considère la consommation française comme sur-évaluée par le taux de change alors en vigueur et plus encore par le fait que les prix à la consommation comportent de 16 à 20 % d'impôts indirects (à la différence des estimations de Sokoloff). Affectons le chiffre Hongrie 1964 d'un complément d'impôts de 22 % (3) : avec 370 dollars, la consommation par tête des Hongrois reste toujours un faible tiers de celle des Français.

2.2. — BASES DE COMPARAISON FRANCE-HONGRIE

Les problèmes qui ont dominé les premières tentatives de comparaison entre pays à système SCN et pays à système CPM ne se posent plus de la même manière si, pour représenter ces derniers, le choix se porte sur la Hongrie. C'est que, par suite d'une évolution de la pensée économique en Hongrie, l'on y est arrivé — sans beaucoup de mal, du reste — à reconnaître que les méthodes d'estimation soviétiques appellent bien des aménagements, notamment dans le domaine des statistiques de la consommation. N'est-il pas, en effet, irréaliste d'en limiter l'étendue aux seuls biens et services matériels alors que, en sa qualité de consommateur privé, la population ne manque pas d'affecter des masses monétaires bien réelles à l'achat des services « non matériels », culturels par exemple ? Aussi bien, pour les statistiques récentes (ultérieures à 1960) de la Hongrie, les estimations concernant la consommation de la population ont fini par s'étendre à tout acte d'acquisition ou de transfert qui a pour origine le revenu disponible des ménages et qui se traduit par un flux monétaire quelconque. En même temps, par égard aux orthodoxies — qui peuvent cracher les flammes que l'on sait — la comptabilité de la production nationale est restée fidèle au système CPM. On en a pour résultat un certain dualisme dans les statistiques. Il n'y a pas de passage direct desdits « bilans d'économie nationale » aux flux monétaires (auxquels la consommation privée est maintenant intégrée, à quelques singularités près : voir plus loin) ni vice-versa. Si passage il y a, il est admirablement caché par certains artifices (comme par exemple celui des prix : tel bilan est donné **seulement** en prix courants, tel autre **seulement** en prix de 1959...). Mais pour notre propos cela n'a aucune importance.

(1) F. Janossy. Cf. supra note (3 p. 28).

(2) Car, 51 % de la moyenne des pays du Marché Commun (que l'Office Statistique des Communautés évalue à 858 \$ de l'époque aux prix et aux taux de change courants). Pour l'article de E. Ehrlich voir note (3 p. 28) supra.

(3) Qui correspond au taux de passage (France, 1964) du « produit national net aux coûts des facteurs » à celui en prix du marché.

Il est déjà nettement plus gênant que cette refonte — jusqu'à ce point louable — des statistiques de la consommation s'est accompagnée d'une autre innovation qui ne favorise guère, quant à elle, la comparaison avec les systèmes SCN. Une fois sortis du système soviétique pour l'estimation de la consommation, les Hongrois ont en effet préféré faire aussitôt un deuxième bond en avant pour inclure dans leurs estimations tout ce qui touche à la consommation au sens large du terme, même s'il s'agit de postes qui n'affectent pas directement le budget des ménages (cas des prestations dites gratuites). Dans une optique « ostentation statistique », le système ainsi aménagé cumule, certes, tous les avantages : réintégrant les services invisibles, il met en pleine lumière le vaste domaine des prestations fournies par la collectivité sans pour autant supprimer les comptes de l'auto-consommation. Mais sur le plan des concepts, il y a de quoi rester perplexé. Trois questions doivent être posées en effet :

a) « La valeur » des services dits gratuits est-elle estimée de la même manière que celle des biens et services passés à la population à titre onéreux ? A moins d'erreur de notre part, ils sont évalués en fonction des dépenses budgétaires qu'ils entraînent, c'est-à-dire, au coût des facteurs. En revanche, pour les articles **vendus** à la population, la valeur est estimée en prix du marché : l'on sait que ces derniers comprennent toutes les plus-values grâce auxquelles l'État finance ses propres dépenses à commencer par les investissements.

b) Est-il correct d'estimer que la valeur de ces prestations **s'ajoute** à celle des biens que le consommateur acquiert contre paiement ? S'il est admis que le prix de ces derniers comporte les provisions à partir desquelles on rémunère les services qui seront distribués en régime de gratuité — ne s'ensuit-il pas que cette manière d'évaluer la consommation institue un **compte double** ?

c) N'est-il pas spécieux de comptabiliser l'auto-consommation des produits agricoles et autres aux prix du commerce de détail — comme c'est la règle maintenant pour les relevés de la consommation privée, à la différence des bilans CPM traditionnels où cette catégorie des biens (elle seule !) est évaluée au coût des facteurs ? A qui donc les plus-values fictives incorporées de la sorte dans les produits auto-consommés reviennent-elles sinon à leurs producteurs-consommateurs (1) ?

Quel que soit l'impact de ces incohérences, les relevés remaniés de ce que les statistiques hongroises appellent « la consommation de la population » sont pratiquement les seules sources dont on puisse se servir pour une comparaison est-ouest. Et d'abord parce qu'ils ont abandonné la distinction spécieuse entre consommations « matérielles » et le reste. Ensuite, parce qu'ils se conforment à la nomenclature européenne de la consommation privée. En fin de compte, les différents éléments évoqués ci-dessus se pondèrent de la façon suivante dans les comptes pour l'année 1964 (2) :

Auto-consommation	16,3%
Biens et services acquis à titre onéreux	67,3%
Prestations gratuites	16,4%

(1) Il convient de ne pas dramatiser l'importance de cette plus-value fictive. D'après les renseignements dont on dispose pour l'année 1960, on peut l'estimer à 30 % de la valeur de l'auto-consommation. D'ailleurs, pour rendre les statistiques cohérentes, il suffirait d'ajouter cette plus-value fictive aux revenus des producteurs concernés. Toujours est-il que l'on fait singulièrement bon marché des services impartis au commerce intérieur.

(2) Pourcentages établis aux prix constants de 1959. Source : **Annuaire Statistique de la Hongrie**, édition anglo-russe, 1964, p. 244.

Il semble que, sur ce dernier poste, 2,2 % doit être attribué à des subventions incorporées dans le prix de certains services (par exemple culturels) distribués par ailleurs à titre onéreux.

Un tel cocktail de biens et services est-il comparable aux dépenses de consommation privée établies pour la France ?

Pour cette dernière, on a le choix entre deux estimations : celles qui sont publiées dans les comptes de la nation, et celles qui sont établies par le C.R.E.D.O.C. Pour un certain nombre de raisons, nous avons préféré les secondes aux premières. Elles ont déjà l'avantage d'être très détaillées : inutile d'en souligner l'intérêt pour une comparaison où *a priori* tout est douteux. De plus, les estimations du C.R.E.D.O.C. se rapprochent de la méthode hongroise dans la mesure où (a) elles tiennent pleinement compte de l'auto-consommation des produits agricoles et (b) elles sont inclusives de certaines dépenses (frais d'assurance, services domestiques) qui, dans les comptes de la nation, apparaissent comme des transferts.

C'est ainsi que, pour l'année 1964, les estimations (en prix courants) du C.R.E.D.O.C. font apparaître 5,6 milliards de francs d'auto-consommation sur un total général de 272,5 milliards (consommation alimentaire et non alimentaire). On peut facilement s'expliquer pourquoi — en valeur relative — ce poste est nettement plus faible que celui qui figure dans les chiffres hongrois ci-dessus cités. Il y a avant tout des différences de structure : importance inégale de la population agricole de part et d'autre, poids plus lourd des postes non-alimentaires dans le total de la consommation des Français, etc. Mais il y a aussi le fait que l'estimation de l'auto-consommation est beaucoup plus minutieuse dans un pays collectiviste que dans les conditions qui prévalent en France ; enfin si les denrées auto-consommées sont évaluées pour la Hongrie aux prix du commerce de détail, tel n'est pas le cas pour la France.

Un problème plus grave de comparabilité se pose cependant au sujet des prestations sociales et culturelles. Pour simplifier ne considérons que les deux gros morceaux de ce complexe, à savoir, **santé** et **éducation**. Au sujet de la santé, la complication n'est pas dans les chiffres mais dans leur interprétation. Car si, en Hongrie, les soins médicaux sont généralement administrés sous l'apparence de la gratuité, en France on les fait payer par les particuliers avant que la Sécurité Sociale ne les rembourse en totalité ou en partie. Ces dépenses trouvent donc tout naturellement leur place dans le budget des ménages tel qu'il est analysé par le C.R.E.D.O.C. (1). Il en va différemment pour l'éducation. Ici, seul est considéré comme consommation privée ce que les familles dépensent elles-mêmes au titre de scolarité, d'achat, d'équipement scolaire, etc. ; rien de ce que l'État et les collectivités prennent en charge dans ce domaine n'est attribué à la consommation des particuliers. Voilà un gros ennui pour la comparaison France-Hongrie dès lors que, pour la Hongrie, toutes les dépenses éducatives des collectivités sont incorporées au total général « consommation de la population » (de même qu'au poste « services éducatifs, culturels et de loisir », qui, à lui seul et sans précision supplémentaire, constitue les trois quarts du sous-total « Éducation, Culture, Loisir ») (2). Pour éviter des comparaisons entièrement fallacieuses, avec comme seule alternative d'écarter de nos chiffres tout ce qui touche à la culture et

(1) Font exception certains frais d'hospitalisation qui sont payés directement par des tiers. Ces frais sont également inclus dans les montants que les tableaux du C.R.E.D.O.C. font apparaître sous les titres « services médicaux et d'hospitalisation » et « hospices ».

(2) On apprend de la source citée dans la note 2 p. 29 qu'en 1959, sur un total de 6,8 milliards de forints que la population hongroise a consommé au titre de « Culture et loisirs », 3,7 milliards ont été financés par les administrations et 0,3 milliard par les entreprises ou par des institutions à but non lucratif (cf. p. 98 de la source citée).

aux loisirs, nous avons pris l'audace de compléter les estimations du C.R.E.D.O.C. par un chiffre qui correspond aux dépenses courantes de l'Éducation Nationale. Nous admettons volontiers que notre procédé est discutable : d'abord, parce que le budget de l'Éducation Nationale ne se traduit pas que par des prestations dirigées vers la population étudiante, ensuite parce qu'il est encore d'autres ministères, en France, qui engagent des dépenses au profit de la culture ou de l'enseignement (professionnel par exemple). Le seul argument que nous pouvons avancer à notre décharge consiste à dire que, de toute façon, cette estimation complémentaire n'a qu'une valeur de **memento** — « Erinnerungswert », dirait l'Allemand — qu'il n'est point dans nos intentions d'exploiter de quelque façon que ce soit. On verra d'autre part que la comparaison des consommations culturelles, même lorsqu'elles se font à titre onéreux, est quasiment impossible sur une base purement monétaire à tel point les habitudes, les niveaux de prix, etc. sont différents en ce domaine. Dans ces conditions, notre « Erinnerungswert » n'est pas forcément la plus fallacieuse des données disponibles ⁽¹⁾.

2.3. — MÉTHODE ADOPTÉE

La comparaison des structures française et hongroise se bute donc à plusieurs difficultés, les unes inhérentes à toute comparaison en valeur, les autres de nature comptable (différences dans la définition de la consommation). Ces difficultés pourront être levées, du moins en partie et sous certaines réserves qualitatives, par la méthode de la comparaison en volume physique ⁽²⁾. Elles seront particulièrement épineuses dans le domaine des services à intérêt public, où l'imputation des coûts est souvent occulte. Ici, le recours à la méthode des prix relatifs serait certainement incorrect (alors qu'elle ne soulève aucune objection dans le domaine de l'habillement par exemple).

Le problème des structures sera immédiatement abordé dès la première section du chapitre 3. Partant des opérations courantes des ménages (les bilans de leurs recettes et de leurs dépenses), nous y analyserons les structures apparentes de la consommation sous l'angle formel de l'affectation des ressources. Dans cette première approche, on gardera

(1) Les calculs qui figurent dans les tableaux 2 et 3 plus loin de même que la rédaction des premiers chapitres de cette étude étaient terminés lorsque nous avons pris connaissance des travaux de J. DESCE (*Analyse & Prévision*, juillet-août 1969, pp. 417-433) comportant une nouvelle évaluation de la consommation des Français pour les années 1959 et 1965. Voir aussi le n° 2 1969 de *Consommation*.

En ajoutant aux dépenses directes des ménages, la valeur des services rendus par les administrations (évaluée tantôt au coût des facteurs tantôt par analogie avec des services payants), celle des transferts en nature ainsi que le montant des subventions budgétaires à certaines productions ou entreprises de service, J. Desce arrive à chiffrer ce que E. Lisle appelle la « consommation élargie » et dont la définition est sensiblement identique à celle de la « consommation totale » des statistiques hongroises.

Pour l'année 1965, le total établi par Desce est supérieur de presque 23 % à celui que les Comptes de la Nation attribuent à la consommation des ménages. Pour 1959, les calculs de Desce ne font apparaître qu'un surplus de 16 %. Il est permis de supposer que pour l'année qui nous intéresse — 1964 — une rectification vers le haut, très semblable à celle que Desce a opérée sur les données de 1965, se justifierait.

Il nous serait difficile de tenter cette opération secteur par secteur sans informations originales, c'est-à-dire, en ne procédant que par analogie. Notons toutefois que sur les 62,5 milliards de francs de consommations supplémentaires dont fait état Desce pour 1965, 18 milliards allaient vers l'enseignement et 4,5 milliards vers la culture, le sport et les loisirs. On ne saurait donc considérer comme excessif le montant de 13,5 milliards de francs que nous avons incorporé dans la consommation 1964 des Français au titre des services rendus par l'Éducation Nationale.

L'autre « gros morceau » qui apparaît dans les estimations de Desce concerne la santé (21 milliards). Mais comme nous l'avons déjà fait remarquer dans la note 1 p. 33 les estimations du C.R.E.D.O.C. comprennent elles-mêmes un grand nombre de consommations médicales payées par d'autres que les ménages.

(2) Ouvrons ici une parenthèse pour rassurer les lecteurs que le double emploi, par les comptes hongrois, de certaines plus-values aurait émus. Une fois déterminé le pouvoir d'achat relatif de la monnaie hongroise par référence à une autre monnaie (le franc par exemple), et cela dans une comparaison serrée qui va de produit en produit, ces plus-values erratiques n'ont plus aucune importance. Qu'elles reviennent aussi souvent qu'il leur plaît, ces âmes perdues ! De toute façon, elles seront pénalisées au prorata de leurs apparitions intempestives dès lors que la comparaison s'effectue en termes réels.

pour chacun des termes comparés son étalon d'origine (prix ou pseudo-prix, en monnaie nationale non corrigée). Les prestations gratuites seront incluses dans le total au même titre que les auto-consommations ou les achats effectifs, l'unique correctif venant d'une comparaison complémentaire portant sur deux échantillons représentatifs de ménages citadins et ruraux. La nomenclature utilisée se rapprochera beaucoup de celle du C.R.E.D.O.C. sans l'épouser entièrement. Il nous a paru, en effet, opportun de regrouper toutes les dépenses d'équipement (par opposition aux achats courants) ; d'autre part, notre découpage visait à exploiter au maximum les renseignements hongrois dont le détail est souvent plus significatif que les résultats par grand titre.

Les chapitres suivants auront pour objet de comparer, poste par poste, le volume « réel » par tête de la consommation privée, en France et en Hongrie. On y procédera par deux voies différentes :

1^o Pour certaines consommations, les sources nous en indiquent le volume physique (en kilogrammes, en pièces, etc.). Pourvu qu'on puisse faire abstraction de la variété et des attributs qualitatifs des produits ainsi dénombrés, ces indications quantitatives se prêtent à une comparaison directe ; elles nous ouvrent aussi un passage — certes, limité au secteur considéré, mais facile et sans problème — d'une expression monétaire à l'autre. Plusieurs auteurs ont opté par préférence pour cette méthode, à commencer par M. Gilbert et ses associés. Pour notre part, nous nous en servons dans le domaine des consommations alimentaires (chapitre 4) ainsi que pour quelques rares produits non alimentaires (1).

2^o Dans le domaine des consommations non alimentaires, le volume physique est rarement significatif quand il est mesuré en poids et il reste sujet au doute même lorsqu'il est décompté en pièces. Certes, dans un sens, 1 complet = 1 complet, et 1 automobile = 1 automobile. Peut-on pour autant se servir de cette égalité pour en tirer un indice de prix relatif ? Il est à peine nécessaire de souligner ce que cette procédure comporterait de spécieux. Dans ces domaines, la comparaison des « volumes » peut cependant s'effectuer par la démarche inverse, c'est-à-dire, par référence à un indice de prix relatif que l'on détermine, pour chaque poste considéré séparément, à partir du prix modal d'un (ou de plusieurs) produit (s) représentatif (s). C'est cette démarche-là que nous suivons dans la seconde partie de cette étude — qui aura pour objet les consommations courantes, non alimentaires et les biens d'équipement — chaque fois qu'il nous sera impossible de recourir à la comparaison directe d'un volume physique économiquement significatif.

Comme cela arrive souvent avec les indices de prix, il est plus facile d'en énoncer les postulats que de les satisfaire. En l'occurrence, les « pour-quoi » sont au nombre de trois :

a) Il est souvent impossible d'arriver, sur la base des statistiques globales, à des postes suffisamment homogènes pour que l'opération ait un sens. Un poste comme « vêtements » n'est homogène qu'en apparence ; choisir,

(1) Cette méthode comporte les inconvénients que l'on devine. En effet, même pour des catégories de produits apparemment très homogènes (exemple : lait pasteurisé), la variété qui s'offre aux consommateurs de même que la présentation, le conditionnement, etc. du produit peuvent être très différents d'un pays à l'autre. Certains attributs qualitatifs (exemple : contenu de matières grasses) peuvent être chiffrés à la rigueur ; d'autres pas. Toutefois, la perfection ne pouvant jamais être recherchée par l'économiste — à la différence du philosophe — la comparaison entre volumes physiques se justifie lorsque la nature du produit est raisonnablement précisée et, surtout, lorsque les conditions de la distribution sont identiques ou similaires. Il est absurde de peser sur la même balance le pain industriel, emballé et découpé en tranches, consommé par le citoyen britannique et la baguette toute fraîche offerte à sa clientèle, en France, par le boulanger du quartier. De même, il est extrêmement problématique de poser que 1 kg de viande vendue en Hongrie = 1 kg de viande vendue en France alors que la marchandise est si différemment soignée dans les deux cas. C'est ce que nous avons pourtant fait.

pour le caractériser, trois ou quatre vêtements-type comportera toujours une part d'arbitraire.

b) Le produit — le type, la marque — qui est représentatif pour un certain poste de consommation dans un pays A ne l'est pas forcément dans le pays B (par exemple le complet bleu marine style Mao n'est pas de règle dans tous les pays du monde de même que la Cadillac n'est pas la voiture courante des Français alors qu'elle est peut-être parfaitement représentative de l'automobiliste américain). Or se baser sur le prix d'un produit marginal — pour le retrouver des deux côtés — n'est pas très satisfaisant pour des raisons non moins évidentes.

c) Le « prix modal » (c'est-à-dire le plus couramment pratiqué) est facile à déterminer pour une économie planifiée aux prix uniformes et rigides : il l'est moins pour une économie du marché aux réseaux de distribution multiples, surtout lorsque ce marché est aussi anarchique qu'en France où les marges bénéficiaires du commerce varient du simple au quintuple.

Sans vouloir dramatiser ces difficultés, disons que la méthode des indices de prix représentatifs comporte beaucoup d'incertitude, en particulier lorsque, dans l'impossibilité de faire des enquêtes approfondies, on a recueilli ses renseignements au petit bonheur, ce qui fut bien notre cas. Voilà l'une des raisons pour lesquelles il serait indécent d'attribuer à nos résultats une haute valeur d'exactitude.

En conclusion de cette étude seront tentées une **synthèse** et la **vérification** des résultats obtenus. La synthèse a pour objet de déterminer — toujours avec les réserves qui s'imposent — la valeur globale ainsi que la structure corrigée de la consommation des Hongrois, l'une et l'autre calculées, bien entendu, aux prix français de 1964. La vérification se fera par référence aux résultats numériques que l'on peut tirer de l'approche des indicateurs physiques. Notons déjà que ces indicateurs constitueront pratiquement notre unique base d'estimation solide dans le domaine des services culturels, communaux, etc. où les différences dans le mode de financement nous interdisent de tenter des comparaisons de pouvoir d'achat.

CHAPITRE 3

ANALYSE DES STRUCTURES EN MONNAIES NATIONALES

3.1. — CONTENU DES GRANDEURS ANALYSÉES

La consommation par tête 1964, telle qu'elle sera présentée dans le tableau 2 ci-dessous, est évaluée à 5 920 francs pour la France et à 13 437 **forints** pour la Hongrie. Pour la France, il s'agit d'un chiffre en prix courants. Pour la Hongrie, l'estimation est établie en **forints** de 1959, ce qui interdit de la comparer directement avec les flux monétaires dont il sera question dans le présent paragraphe.

Ces grandeurs — nous l'avons déjà dit dans la section 2.2 — ne correspondent pas entièrement à ce que les comptabilités nationales des deux pays font apparaître sous les titres respectifs de « consommation intérieure des particuliers » (France) ou de « consommation de la population » (Hongrie). La différence est plus importante dans le cas hongrois que pour la France. Pour cette dernière, le montant total qui figurera dans nos comparaisons n'est supérieur que de 176 francs (soit de 3 %) du chiffre que l'on trouve dans les comptes de la nation, différence qui s'explique essentiellement par le montant symbolique « éducation » incorporé dans notre chiffre (1). En revanche pour la Hongrie le chiffre adopté (13 437 fts) est supérieur de 20 % de ce que les bilans d'économie nationale de type soviétique admettent comme consommation. Cette différence de 20 % correspond très exactement à la valeur des « services non matériels » que les statistiques hongroises ont décidé d'incorporer dans les bilans de la consommation (2).

Rappelons également que rapportée aux totaux ci-dessus fixés, la part des biens et services acquis par les ménages contre paiement est sensiblement différente dans les deux cas. Pour la Hongrie, elle constitue 67,3 % seulement du total tandis que le reste se partage à égalité entre l'auto-consommation et la valeur fictive des prestations gratuites. Pour la France, la part des biens et services effectivement achetés dépasse les 93 %, l'auto-consommation ne représentant que deux pour cent, et les prestations publiques d'éducation (inclusives à ce total) moins de cinq pour cent. Il est vrai qu'en France le gros des prestations sociales prend la forme des

(1) Cf. nos explications en 2.2 *supra*. Notons cependant que, pour des raisons sur lesquelles il serait inutile de s'étendre ici, les chiffres du C.R.E.D.O.C. sont légèrement inférieurs — pour le total de la consommation intérieure — à ceux des comptes de la nation. Or, nous nous sommes servi des chiffres du C.R.E.D.O.C.

(2) Tous les chiffres hongrois cités dans ce paragraphe proviennent de l'Annuaire Statistique de la Hongrie, 1964, édition anglo-russe.

paiements en espèces et apparaît avant tout du côté des ressources monétaires des ménages pour être dépensé au gré de ces derniers (1).

Les dépenses intérieures des ménages — à ne pas confondre avec la consommation « totale » comprenant aussi l'auto-consommation et les prestations gratuites — sont évidemment en relation étroite avec les revenus qui leur restent acquis après déduction des transferts divers aux collectivités (impôts, taxes, cotisations, etc.) ou à l'étranger. Épargne et dépense de consommation sont les deux emplois possibles de ces revenus dits aussi « disponibles » : sur ce plan, il n'y a aucune différence entre les deux régimes visés par notre étude. Les différences concernent le domaine des transferts. Il ne sera pas sans intérêt, avant d'entrer dans l'analyse de la consommation proprement dite, de préciser dans le détail d'où viennent — dans les deux cas — ces revenus et comment ils se répartissent entre consommation et épargne (voir tableau I).

L'analyse de ce tableau appelle les commentaires que voici :

1° Dans le total des ressources courantes des ménages, les parts respectives des revenus salariaux et des prestations en espèces semblent comparables dans les deux cas. Cela est vrai pour les prestations, mais non pour les salaires. On voit en effet qu'il n'existe pas pour la Hongrie une chose telle que « le revenu des entrepreneurs et de la propriété » ; pour la commodité de la comparaison, nous lui avons juxtaposé un poste (revenu des paysans, des artisans et des commerçants privés) qui est, certes, assimilable dans une certaine mesure aux bénéfices de type commercial, mais dont il convient d'apprécier le montant avec beaucoup de réserves. Car,

— ces revenus, comme nous le verrons dans un instant, ne sont pas nets : ils comprennent des fonds que les producteurs en question emploient à l'achat de biens d'investissement ;

— pour autant qu'il s'agit des paysans membres des coopératives de production, ces revenus sont pour une large part assimilables à un salaire (7 milliards sur les 25,3 milliards figurant sous ce poste relèvent de ce cas) ;

— enfin, même pour autant qu'il s'agirait d'un bénéfice sur la vente des produits agricoles et autres (et non seulement d'une recette brute, comme c'est le cas), ce genre de bénéfice devrait être considéré comme le salaire du chef d'entreprise et de sa famille.

2° Sur le total des ressources, ce que l'on peut appeler « revenu disponible » (consommation + épargne) représente 90 % pour la Hongrie et seulement 79 % pour la France. C'est que les impôts directs et — surtout — les cotisations à la Sécurité Sociale, aux fonds de vieillesse, etc. n'ont de loin pas la même importance dans les deux cas (2). Nous touchons là à une différence de système : les fonds sociaux que l'État redistribue en France sont perçus directement sur les revenus des particuliers tandis qu'en Hongrie

(1) Les proportions seraient différentes pour la France si l'on disposait des estimations sur ce que E. Lisle et J. Desce appellent « la consommation élargie » (cf. note 1 p. 34).

On dispose de telles estimations pour l'année 1965. Sur la consommation totale des Français, moins de 2 % proviennent de l'auto-consommation, et 18,6 % se composent des services rendus par les administrations, des prestations en nature, etc. : ce qui ramène la part des dépenses effectives à un peu moins de 80 %.

Il est clair que, dans un total élargi, les biens acquis à titre onéreux sont — par définition — surévalués par rapport aux prestations « gratuites ». Les premiers sont, en effet, évalués aux prix du marché (comprenant une bonne dose d'impôts indirects) tandis que les seconds le sont généralement au coût des facteurs. Pour que la comparaison entre deux pays, dans ces conditions, ait un sens, il faudrait pouvoir évaluer les effets de la fiscalité indirecte avec une très grande précision.

(2) Notons ici, pour être précis, que l'ensemble de ces cotisations n'apparaît pas sur la fiche de paye du salarié français. La partie majeure de ces cotisations est, en effet, réglée par l'entreprise. Aussi bien ne serait-il pas incorrect de considérer que le total des ressources des ménages français comprend une partie visible et une fraction invisible : font partie de cette dernière, en tout premier lieu, les cotisations patronales.

TABLEAU 1

La formation et l'emploi des revenus des ménages (1964)

	France		Hongrie	
	Mds francs (a)	En pourcentage du total	Mds forints (b)	En pourcentage du total
I. Ressources courantes des ménages :				
Revenus salariaux	209,80	54,4	71,60	57,7
Revenus des entrepreneurs et de la propriété (c)	103,60	26,9	25,30	20,4
Transferts en provenance des adminis- trations (d)	71,08	18,4	22,20	17,9
Transferts en provenance de l'exté- rieur (e)	→ 1,26 →	0,3	4,90	4,0
Total des ressources	385,74	100,0	124,00	100,0
II. Dépenses courantes et épargne des ménages :				
Impôts directs	18,88	4,9	3,50	2,8
Cotisations à la Séc. Soc. et autres transferts aux administrations	59,77	15,5	4,40	3,6
Transferts à l'extérieur	1,76	0,5	—	—
Intérêts de la dette des consomma- teurs (f)	0,55	0,1	4,20	3,4
Total des dépenses obligées	80,96	21,0	12,10	9,8
Consommation privée (g)	278,08	72,1	106,80	86,1
Épargne	26,70	6,9	5,10	4,1
Total des dépenses et de l'épargne	385,74	100,0	124,00	100,0

(a) En francs courants. Source : Comptes de la Nation (Reproduit par l'Office Statistique des Communautés Européennes, in « Comptes Nationaux 1957-1966 », pp. 98-101).

(b) En forints courants. Source : **Annuaire Statistique de la Hongrie**, 1964, édition anglo-russe, p. 241.

(c) **Hongrie** : revenus monétaires des paysans (coopérés ou non) ainsi que des artisans et commerçants privés.

(d) Tels que : prestations en espèces de la Sécurité Sociale, Allocations Familiales, Assistance Publique, pensions, bourses, etc.

(e) **Hongrie** : « Autres revenus » (comprenant les transferts en provenance de l'extérieur mais probablement aussi les revenus des professions libérales, droits d'auteur, etc.).

(f) **Hongrie** : remboursement des crédits de consommation.

(g) **Hongrie** : y compris les achats de biens d'investissement productif effectués en privé par les paysans ou d'autres producteurs.

leur financement est, pour une large part, indirect (autrement dit, il se répercute sur les coûts de la production autres que salariaux). Mais dans ce contexte encore, les chiffres apparents appellent des correctifs :

— les revenus « disponibles », pour la Hongrie, comprennent des dépenses d'investissement productif que la comptabilité française prend bien le soin de ne pas confondre avec les dépenses de consommation des particuliers ;

— en revanche, la dette des consommateurs n'est pas du tout comptabilisée de la même manière pour les deux pays : si, pour la France, on faisait figurer sous ce titre tous les remboursements (comme c'est le cas pour la Hongrie), cela ferait encore diminuer la part du revenu disponible.

3^o L'épargne représente 7 % des ressources totales en France et 4 % seulement en Hongrie. L'écart serait encore plus important si l'épargne était rattachée non à l'ensemble des ressources, mais à la seule dépense de consommation (9,6 % contre 4,8 %). Il n'y a là rien de surprenant si l'on admet (avec les sources citées à la fin de la section 2.1.2) que le pouvoir d'achat des Français est en moyenne trois fois supérieur à celui des Hongrois.

4^o Une dernière remarque : le montant de la consommation privée hongroise telle qu'elle apparaît dans le tableau 1 équivaut à une consommation per capita de 10 550 **forints**. D'autre part, sur la « consommation totale » des Hongrois telle qu'elle apparaît dans le tableau 2, la fraction qui correspond à des achats effectifs ne représente que 9 050 **forints**. Comment s'expliquer cette différence ? Deux faits entrent ici en ligne de compte :

— comme nous l'avons déjà remarqué, une partie des dépenses des ménages hongrois ont un caractère d'investissement productif et ne peuvent donc pas être retenues sous le titre de la consommation ;

— les valeurs figurant dans le tableau 1 sont établies en prix courants tandis que celles du tableau 2 sont des estimations au prix de 1959. Notons à ce propos que la hausse des prix hongrois à la consommation, entre 1959 et 1964, est officiellement évaluée à quelques 5 % au total.

3.2. — STRUCTURE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EN 1964

3.2.1. — LES PRINCIPES DE GROUPEMENT ADOPTÉS

Avant de lire ce paragraphe, le lecteur est prié de se reporter au tableau 2 où se trouvent présentés les principaux résultats de cette première comparaison des structures de consommation des deux pays.

Le tableau 2 appelle tout d'abord un certain nombre de remarques purement explicatives :

1) Nous n'y présentons pas, séparément, tous les postes qui seront analysés ultérieurement (et dont le nombre est de 52). Ces postes sont ici regroupés sous dix grands titres (dont 2 alimentaires et 8 non-alimentaires) pour qu'il soit facile au lecteur de procéder à une comparaison globale. Le contenu de chaque poste apparaîtra avec une plus grande précision à propos des analyses de volumes comparables (chapitres 4 à 6).

2) La nomenclature adoptée s'inspire essentiellement de celle du C.R.E.D.O.C. Le regroupement des postes est cependant différent (de même que la délimitation de certains d'entre eux). C'est que, dans une perspective d'analyse économique, il nous a paru préférable de clairement séparer les

TABLEAU 2

Structure de la consommation en 1964 par grands titres

N° de code	1 Désignation de la catégorie	2 3 Consommation France		4 5 6 Consommation Hongrie		
		Per capita en francs(a)	En pourcentage du total	En pourcentage du total	Per capita	
					En forints (b)	En francs (c)
11	Produits alimentaires.	1 694	28,6	36,2	4 870	974
12	Boissons	426	7,2	10,8	1 450	290
1	Tot. alim. + boissons	2 120	35,8	47,0	6 320	1 264
21	Équipement maison (d)	295	4,9	5,8	778	156
22	Achat véhicules indiv.	142	2,4	0,8	116	23
23	Articles culturels durables (e)	100	1,7	1,5	199	40
2	Total équipement	537	9,0	8,1	1 093	219
31	Habitation : dépenses courantes (f)	679	11,5	9,0	1 208	242
32	Hygiène et soins	566	9,6	5,8	780	156
33	Habillement	671	11,3	13,4	1 796	359
34	Biens divers (g)	343	5,8	4,0	537	107
35	Services divers (h)	1 004	17,0	12,6	1 700	340
3	Tot. dép. courantes non-alimentaires .	3 263	55,2	44,8	6 021	1 204
	Total général	5 920	100,0	99,9	13 434	2 687

(a) En prix courants. Source : **Annales du C.R.E.D.O.C.**, n° 2, 1966, pp. 16-42.

(b) En prix de 1959. Source : **Annuaire Statistique de la Hongrie**, 1964, édition anglo-russe, pp. 245-246.

(c) Données de la colonne précédente, converties en francs d'après le taux de change touristique du forint, arrondi pour simplifier (1 forint = 0,20 francs).

(d) Ameublement, quincaillerie, appareils ménagers, etc. y compris les frais de réparation des précédents.

(e) Achats de postes de radio, TV, électrophones, articles de photocopie, instruments de musique et de sports, y compris les frais de réparation.

(f) Loyers réels et fictifs, chauffage-éclairage, services domestiques, nettoyage et entretien (produits, services, réparations).

(g) Tabac, articles culturels non durables (papeterie, disques, plantes, etc.), produits d'horlogerie, de bijouterie, de maroquinerie, etc.

(h) Frais de transports autres que l'achat de véhicules, services culturels (éducation comprise) et de loisirs (hôtellerie comprise), services communaux, PTT, frais de justice, etc.

biens d'équipement — qu'elle que soit la fonction de consommation à laquelle ils répondent — des autres dépenses non-alimentaires.

3) Le tableau est présenté de manière à faciliter les comparaisons horizontales. Voilà pourquoi les colonnes du milieu (3 et 4) sont réservées pour une juxtaposition des pourcentages (1) tandis que les données en valeur figurent, respectivement, de gauche et de droite. Le **forint** n'étant pas convertible, ces expressions monétaires ne sont pas directement comparables entre elles. Toutefois, pour donner une idée approximative de la valeur monétaire de la consommation hongroise, la dernière colonne du tableau propose une valeur en francs — calculée d'après le taux de change touristique du **forint** — des données figurant dans la colonne précédente (2).

3.2.2. — APERÇU GÉNÉRAL DES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU 2

Si l'on admet provisoirement le taux de change touristique comme parité de pouvoir d'achat, la consommation per capita des Français en 1964 apparaît comme étant 2,2 fois plus élevée que celle des Hongrois (5 920 francs contre 2 687). L'écart est plus réduit pour les dépenses alimentaires (1,7) que pour les biens d'équipement (2,4) ou pour les autres dépenses non-alimentaires (2,7). Notons cependant que la parité choisie est tout à fait problématique. Nos analyses ultérieures auront précisément pour objet de déterminer, poste par poste, l'importance réelle des écarts.

La consommation alimentaire (alim. + boissons) obère une plus grande part des ressources des ménages hongrois que de celle des Français (47 % contre 35,8). Parmi les postes non-alimentaires, seuls l'habillement (n° 33) et l'équipement-maison (n° 21) figurent avec un coefficient plus fort en Hongrie qu'en France. Pour tous les autres postes, les Français réservent des ressources proportionnellement plus importantes que les Hongrois. L'écart en pourcentage est particulièrement notable pour l'achat des véhicules individuels (n° 22), pour « hygiène et soins » (n° 32) ainsi que pour les services divers (n° 35). En admettant que la consommation globale des Français est supérieure à celle des Hongrois pour tous ces postes, l'écart doit être encore plus marqué en valeur absolue.

Cet aperçu statique peut utilement être complété d'un aperçu dynamique dont on trouvera les principaux éléments dans le tableau 2 bis. Il y apparaît que de 1960 à 1964 — période pour laquelle des données hongroises ont été disponibles — la consommation des populations a augmenté, dans l'ensemble, plus rapidement en France qu'en Hongrie (19,2 % contre 16,1). C'est le contraire pour l'alimentation et les boissons dont le taux de croissance est cependant des deux côtés plus faible que celui des consommations non-alimentaires (3). Des deux côtés, les postes les plus dynamiques se trouvent parmi les biens d'équipement dont le taux de croissance d'ensemble est cependant nettement supérieur en France : 43,8 % contre 22,4. Rappelons que, dans tous les cas, les indices du tableau 2 bis se réfèrent aux volumes de la consommation calculés, respectivement, en prix constants de 1956 et de 1959. Un parallélisme frappant apparaît pour les postes 23

(1) Il serait incorrect de parler de coefficient budgétaire dès lors que, dans certains postes, sont incorporées des prestations payées par des tiers.

(2) Soulignons qu'il s'agit d'un équivalent tout à fait approximatif. Pour la commodité du calcul, nous l'avons déterminé en 0,20 centimes (alors que le taux pratiqué par les autorités hongroises était 0,2058 centimes pour 1 forint). Mais ce taux ne jouera aucun rôle dans nos investigations : il est cité uniquement pour fixer les idées. Notons d'autre part que l'étude Sokoloff (voir la note 1 p. 30) a déterminé le pouvoir d'achat du forint de 1964 en 0,024 dollars, ce qui donnerait 0,1176 francs (en francs de 1964). On verra que ce dernier taux n'est pas réaliste pour évaluer la consommation des Hongrois.

(3) Le cas des boissons en Hongrie faisant une exception. Voir aussi la note 2 p. 44.

(articles culturels durables), 31 (dépenses courantes d'habitation) et 32 (hygiène et soins) dont les volumes ont évolué au même rythme dans les deux pays.

TABLEAU 2 bis

Dynamique de la consommation entre 1960 et 1964

N° de code du poste (a)	Volume de la consommation par tête en 1964	
	(Indice 1960 = 100)	
	France (b)	Hongrie (c)
11	106,9	109,3
12	114,5	131,8
1	108,5	113,8
21	129,4	113,6
22	163,9	122,6
23	165,6	176,1
2	143,8	122,4
31	116,5	117,5
32	135,1	135,2
33	120,1	101,4
34	116,7	122,3
35	126,7	129,8
3	123,3	117,5
Total Général	119,2	116,1

(a) Pour le contenu des postes, voir tableau 2, col. 1.
 (b) Indices établis à partir des indices de volume du C.R.E.D.O.C. (1950 = 100) et corrigés en fonction de l'accroissement de la population de 1960 à 1964. Notons que les indices du C.R.E.D.O.C. sont établis par référence aux prix de 1956. Pour les dépenses d'éducation nationale incluses dans le poste 35, nous avons pris comme déflateur l'indice de prix de l'éducation privée.
 (c) Indices calculés en prix constants de 1959. Source : voir la note (b) du tableau 2.

Dans l'ensemble, compte tenu aussi bien des similitudes que des écarts relevés, une certaine homogénéité se dégage des données analysées. D'une part, en ce qui concerne le tableau 2, la plupart des différences peuvent être interprétées dans une optique engelienne (en admettant que le revenu du Français moyen est supérieur à celui du Hongrois moyen). D'autre part, en ce qui concerne le tableau 2 bis, il est intéressant de constater que la consommation des Hongrois s'oriente essentiellement dans le même sens que celle des Français.

3.2.3. — REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

Toutefois, pour interpréter correctement les chiffres présentés dans ces deux tableaux, il est indispensable de tenir compte des disparités très considérables entre les deux structures des prix à la consommation. Anticipant sur les résultats des sections ultérieures, on peut dire en résumé que le taux de change ci-dessus adopté correspond grossièrement à la parité des pouvoirs d'achat dans le domaine alimentaire tandis que — sur la même base — les produits manufacturés sont beaucoup plus chers en Hongrie qu'en France, et les services de toutes sortes sensiblement meilleur marché. Aussi bien faut-il penser que les différences dans la structure 1964 des dépenses de consommation s'expliquent non seulement par le facteur « revenu » mais aussi par un facteur « prix ».

A ce propos, il convient de ne pas perdre de vue certaines particularités du marché en Hongrie, à savoir :

— C'est l'autorité centrale qui fixe la quasi-totalité des prix à la consommation, tantôt dans une optique volontariste (favoriser ou restreindre la consommation de telle catégorie de biens, indépendamment des considérations purement économiques), tantôt pour parer à certaines insuffisances de l'offre, tantôt pour corriger un déséquilibre devenu trop manifeste (1). Ce système a ceci en particulier qu'il peut produire des hausses ou des baisses très violentes (car effectuées d'un seul coup) destinées à exercer sur les consommateurs un effet de choc. Il en résulte, pour l'évolution de la consommation, des sauts qu'il est impossible d'expliquer par l'accroissement normal des revenus ni par un changement des goûts (2).

Pour la plupart des biens et des services non-alimentaires (à l'exception des biens de l'édition, de la consommation médicale et des articles de vêtement), l'approvisionnement de la population hongroise n'est pas du tout à la hauteur de la demande spontanée : il comporte des pénuries soit périodiques soit persistantes, parfois même pour des biens de nécessité élémentaires (exemple : articles de quincaillerie) et plus souvent pour les biens complexes ou de caractère moderne (exemple : lessives à base de détergent). Il s'ensuit que les dépenses effectives des ménages sont commandées, dans beaucoup de cas, moins par leurs intentions d'achat que par l'état de l'offre, c'est-à-dire, tantôt par la volonté du planificateur et tantôt par les résultats involontaires de l'appareil productif.

Rappelons enfin qu'un certain nombre de services et de produits entrent dans la consommation des Hongrois en régime de quasi-gratuité. Tel est le cas par exemple de certains biens culturels ainsi que de tout ce qui fait partie des services de santé et d'éducation. Il est clair que l'importance de ces postes n'a rien à voir avec les considérations budgétaires des ménages : c'est le gouvernement qui en décide. Or, ce genre de décision est habituellement pris non seulement en fonction des ressources mais compte tenu aussi de certains modèles étrangers. Il n'est pas exclu que le parallélisme que nous avons relevé pour l'évolution de la consommation médicale, entre la France et la Hongrie, s'explique un peu de cette manière...

On ne manque pas entièrement de données sur la structure des dépenses **effectives** des ménages hongrois : elles proviennent des enquêtes représentatives sur les budgets de ménages, citadins et ruraux. Notons qu'à la

(1) Pour la période considérée, seuls ont échappé à cette manipulation centrale des prix, certains produits agricoles (de caractère saisonnier) ainsi que cette faible fraction du produit national que représentaient les biens et services d'origine artisanale. L'un des objectifs de la réforme économique en cours est d'étendre le domaine des prix libres ou partiellement libres.

(2) Cela s'est produit par exemple, pendant la période considérée, dans le domaine des boissons. Une baisse des prix sur certains biens importés, dont le taux fut de 50 % pour le café et de 40 % pour le thé, a eu pour effet un accroissement subit (de 170 % !) du volume des consommations correspondantes entre 1960 et 1964.

différence de ce qui se passe en France, ces enquêtes sont permanentes en Hongrie. Elles portent sur 4 000 ménages (chiffre qui se partage à égalité entre les ménages de salariés et les paysans), et s'intéressent aux recettes aussi bien qu'aux dépenses. L'auto-consommation est assimilée aux dépenses monétaires. Les données, qui sont relevées tous les trimestres paraissent régulièrement dans les bulletins mensuels de l'Office National des Statistiques.

Voici une rapide comparaison de ces statistiques (qui comprennent l'auto-consommation) avec les données qui figurent dans le tableau 2.

1 N° de code	2 Désignation du poste	3 Structure de la consommation nationale (a)	4 5 Coefficients budgétaires	
			Salariés	Paysans
1	Alimentation	47,0	45,5 (b)	53,0 (b)
2	Biens d'équip.	8,1	10,8	9,1
31	Habitation (c)	9,0	7,3	6,7
	— (d)	—	4,4	6,8
32	Hygiène et soins	5,8	3,8	2,4
33	Habillement	13,4	14,9	14,4
34	Biens divers	4,0	6,3	4,4
35	Services divers :			
351	— transport	4,1	2,6	1,3
352	— Culture et Loisirs	6,6	2,3	1,1
353	— Autres	1,9	2,1	0,8
	Total en pourcentage	99,0	100,0	100,0
	Total en Forint	13 434	12 036	10 344

(a) En pourcentage du total, voir tableau 2, col. 4.
(b) Comprenant le tabac.
(c) Dépenses courantes.
(d) Dépenses de construction et d'achats immobiliers : ce poste n'est pas inclus dans le total du tableau 2, colonnes 4 à 6.
(e) Ce détail ne figure pas dans le tableau 2. Il sera analysé dans le chapitre 5.

Les données figurant dans les deux dernières colonnes se réfèrent à une dépense totale qui est, en moyenne nationale, inférieure de quelque 2 000 forints à celle qui apparaît dans le tableau 2. (Des deux chiffres absolus qui figurent au bas de ces deux colonnes, c'est le premier qui est le plus déterminant étant donné que la paysannerie n'a représenté qu'un faible tiers de la population active de la Hongrie en 1964.) La différence correspond très exactement à la valeur des prestations gratuites. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les coefficients figurant en colonnes 4 et 5 soient supérieurs à ceux de la colonne 3 pour tous les postes qui ne sont pas subventionnés par la collectivité (2, 33, 34), et inférieurs pour tous les postes où les données dans la colonne 3 comprennent les prestations invisibles. Si pour le poste 1, la différence semble minime, c'est que les données de la colonne 3 comprennent toutes les consommations alimentaires des collectivités (cantines, armée, etc.), ce qui est bien assimilable à une subvention.

CHAPITRE 4

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

4.1. — DONNÉES DISPONIBLES ET MÉTHODE UTILISÉE

Dans le domaine des produits alimentaires, il existe pour les deux pays étudiés des statistiques fort complètes de la consommation par tête en quantités physiques. Elles concernent tantôt le poids, tantôt la valeur nutritive, etc., des denrées consommées. Et puisqu'il s'agit-là de statistiques fort demandées de la part des organisations internationales, les nomenclatures de même que les unités physiques utilisées de part et d'autre se recourent dans une large mesure. Dans le tableau 3 bis, nous reproduisons tous les renseignements de base dont il nous a été possible de faire usage pour les calculs présentés dans cette section.

On voit que ces données recouvrent pratiquement la totalité des postes alimentaires distinctement traitées dans les estimations du C.R.E.D.O.C. (seul le poste « autres produits alimentaires » n'admet de traitement en unités physiques) et une partie substantielle de la consommation de boissons. Toutefois, nos statistiques en valeur pour la Hongrie ne nous permettant pas de subdiviser la rubrique « boissons alcoolisées », pour le traitement physique des données, il nous a fallu ramener tous ces breuvages, de la bière aux spiritueux, à leur degré d'alcool théorique : procédé discutable mais encore préférable au simple amalgame des volumes. Pour une raison différente ⁽¹⁾, il nous a fallu introduire un procédé analogue pour le traitement de la consommation des produits laitiers : on n'a considéré que leur contenu en protéine et en matière grasse. Les données sont mal précisées pour les produits de confiserie et n'existent pas du tout pour les boissons non alcoolisées.

La méthode suivie pour le calcul apparaît clairement à la lecture des têtes de colonne du tableau 3. Il s'est agi d'abord de se fixer sur une unité physique, dénominateur unique des produits compris dans la rubrique considérée (col. 2). Une fois cette unité déterminée, on dénombre la consommation des deux côtés pour en tirer le rapport France/Hongrie, per capita (col. 3 à 5). On se base ensuite sur la valeur monétaire de la consommation française (col. 6) pour déterminer — en faisant usage des quotients obtenus dans la colonne 5 — la valeur de la consommation

(1) Le chiffre de la consommation de lait frais n'est pas divulgué pour la Hongrie.

hongroise en francs 1964 (col. 7). Le rappel de la valeur en **forints** de la même consommation (col. 8) nous permet enfin d'estimer le pouvoir d'achat du **forint** de 1959 en francs de 1964, d'abord séparément pour chaque poste, ensuite pour les sous-totaux et pour le total considérés (col. 9).

Déterminer la parité de **forint** 1959 en francs de 1964 : voilà un procédé bien curieux. Il nous a été imposé par le fait que, pour la consommation 1964 des Hongrois, il nous manque les données en prix courants. Le résultat est moins critiquable qu'il ne le semble. C'est que, dans le domaine alimentaire et pour la période considérée, les variations des prix hongrois à la consommation ont été très faibles. A l'exception du cas déjà noté du café, du thé ainsi que du chocolat — autant de produits importés — ces variations ne concernent que les produits dont les prix sont sensibles aux effets climatiques. En tout cas, elles sont négligeables par rapport aux disparités que nos calculs ont permis de relever entre le pouvoir d'achat nominal du **forint** et son pouvoir d'achat « réel » (par secteurs).

On s'étonnera que nous n'ayons pas jugé utile de déterminer, en même temps que la valeur de la consommation hongroise en francs, celle de la consommation française en **forints**. En voici nos raisons. Bien entendu, ce calcul pourrait se faire facilement à partir des données du tableau 3, mais il n'aurait aucune importance pratique. S'il est intéressant, pour l'économiste, de savoir ce que la consommation d'un pays planifié vaut dans l'appréciation par un marché réel (en l'occurrence, le marché français de 1964), en revanche, déterminer la valeur de la consommation française aux prix volontaristes du planificateur hongrois, n'aurait qu'un intérêt anecdotique. Ce serait un exercice d'autant plus oiseux que les prix qui sont en vigueur en Hongrie depuis la réforme de 1968 ne sont plus du tout les mêmes que ceux auxquels nos sources avaient évalué les consommations de 1964 et des années antérieures.

Nos résultats prêtent à la discussion pour plusieurs raisons dont on n'évoquera ici que deux :

— La méthode choisie comporte l'obligation de se fixer sur une seule unité physique par poste. Cela entraîne les simplifications que l'on imagine, car on ne peut aucunement subdiviser un poste quelconque en fonction des différentes espèces de produits qu'il englobe. On mesure la viande en poids brut sans chercher à savoir ce qu'un kilogramme peut contenir de morceaux différents et sans même s'intéresser à l'origine (porc, bœuf, volaille, etc.) ni au degré de préparation (conserves, charcuterie, etc.) des produits en question. Les problèmes de choix sont signalés dans la colonne 2 du tableau 3 (notes d'observation) ; ce qui ne veut pas dire qu'ils ont été toujours surmontés de manière satisfaisante. Au lecteur de juger.

— Le passage direct de la quantité au prix ne laisse aucune place pour les considérations qualitatives (à ne pas confondre avec le problème de l'assortiment évoqué plus haut). Or, il est certain qu'en valeur de dégustation les denrées distribuées en France sont, dans l'ensemble, nettement supérieures aux denrées vendues en Hongrie qu'il s'agisse des produits végétaux quasiment bruts (farine, légumes, fruits), des produits d'origine animale (viande, lait), ou de ceux ayant reçu un certain traitement industriel (beurre, chocolat, etc.). A cela s'ajoutent les différences dans la qualité de la distribution elle-même (emballage, conservation du produit, etc.) elles vont dans le même sens. Celui qui connaît la vie quotidienne des pays planifiés sait que les doléances des consommateurs sont partout et toujours les mêmes : le pain arrive irrégulièrement dans la boutique et il est indigeste ; le lait est mal conservé de même que les légumes et les fruits (à moins qu'ils ne soient directement achetés aux paysans), et ainsi de suite.

TABEAU 3
Réévaluation de la consommation alimentaire
Hongrie 1964 (a)

1 Poste		2 Unité de mesure Observations	4 Quantités consommées per capita			7 Valeur de cette quantité (francs)		8 Valeur de la consommation Hongrie forints (e)	9 Pouvoir d'achat du forin en franc (d)
N°	Dénomination		3 France 1964	5 Hongrie 1964	6 Hongrie en % Fr.	France (b)	Hongrie (c)		
111	Pains et céréales	kg (f)	84	131,6	157	230	350	755	0,46
112	A Légumes	kg (g)	180	166	92	136	125	394	0,32
	B Fruits	kg (h)	66,6	65,6	98	117	115	358	0,32
113	A Viande	kg (i)	82,1	51,3	62	680	422	1 293	0,33
	B Poissons	kg (j)	14,1	1,8	13	82	11	37	0,29
114	A Œufs	kg (k)	11	10	91	36	33	241	0,14
	B Lait et produits laitiers	(l)	16,4	7,7	47	174	82	366	0,22
	C Beurre	kg	10,5	1,6	15	98	15	89	0,17
115	Corps gras (sauf beurre)	kg	11,5	22,8	200	34	68	544	0,12
116	A Sucre	kg (m)	21,7	29,7	137	25	34	246	0,14
	B Chocolat et produits à base de chocolat	kg (n)	2,2	0,5	23	65	15	261	0,06
117	Autres produits alimentaires	—	—	—	—	16	—	286	—

11	Total produits alimentaires	—	—	—	—	1 694	1 350(o)	4 870	0,28
121	Boissons alcoolisées.....	(p)	24,7	7,7	31	346	107	1 188	0,09
122	Boissons non-alcoolisées.....	—	—	—	—	32	—	57	—
123	Café, thé	kg	3,65	0,61	17	48	8	205	0,04
12	Total boissons.....	—	—	—	—	426	120 (r)	1 450	0,08
1	Total alimentation et boissons	—	—	—	—	2 120	1 470	6 320	0,23

(a) Pour les données de base et les sources : voir tableau 3 bis ainsi que les notes (a) et (b) du tableau 2.

(b) En francs 1964. Valeur réelle.

(c) Valeur estimée : multiplication du chiffre de la colonne 6 par le pourcentage correspondant de la colonne 5.

(d) Forint de 1959, franc de 1964. Estimation obtenue en divisant les chiffres de la colonne 7 par la valeur correspondante de la colonne 8.

(e) D'après les sources hongroises officielles ; forint de 1959.

(f) Contenu en farine du pain, des pâtes et de tout autre produit à base de céréales.

(g) Poids réuni des pommes de terre ainsi que de tous légumes consommés (frais, secs, en conserve)

(h) Poids réuni des fruits frais, secs et en conserves.

(i) Poids en carcasse. Pour le détail : voir tableau 3 bis.

(j) Pour la France : poissons et fruits de mer. Pour les deux pays, les produits en conserve sont compris.

(k) Pour la Hongrie : poudre d'œufs comprise.

(l) A l'exception du beurre. Poids réuni en kg des protéines et des matières grasses contenues dans le lait, les fromages, etc.

(m) Hongrie : y compris le contenu en sucre des produits de confiserie. France : poids réuni du sucre brut et de la confiserie. En revanche, les valeurs des colonnes 6 à 8 ne concernent que le seul sucre.

(n) Les valeurs des colonnes 6 à 8 comprennent les produits de confiserie.

(o) Total comprenant une estimation pour le poste 117 en fonction du pourcentage que sa valeur en forint représente dans le total de la colonne 8.

(p) Contenu en degré d'alcool (exprimé en litre d'alcool pur) de toutes les boissons alcoolisées. Pour le détail cf. tableau 3 bis.

(r) Comportant une provision pour les boissons non-alcoolisées.

TABLEAU 3 bis
Volumes de la consommation alimentaire par tête. Données complémentaires

N° du poste (a)	Indices de volume 1964 en prix constants (1960 = 100)		Analyses des données brutes en quantité physiques				
	France (b)	Hongrie (c)	Désignation et Unité (d)	France (e)		Hongrie (f)	
				1960	1964	1960	1964
	111	104,4	106,6	Pain	106,0	95,8	81,1 (g)	96,0 (g)
			Biscottes, pâtes, biscuits, etc.	11,4	12,1	...	...
			Riz	1,6	1,8	3,4	4,0
			Farines (pain et pâtes compris) .....	...	84,0	132,8	131,6
112-A	102,4	92,9	Pommes de terre	103,3	104,4	97,6	87,8
			Légumes (frais, secs, conserves)	77,0	76,2	84,1	78,5
112-B	114,9	120,9	Fruits (frais, secs, conserves)	59,0	66,6	55,3	65,4
113-A	106,5	109,5	Viande au poids consommable	58,1	64,3	...	...
			Viande au poids. Carcasse .....	...	82,1 (h)	47,6	51,3
			Dont :				
			Porc (produits compris) .....	...	26,2	24,7	26,5
			Bœuf .....	...	21,3	8,7	10,3
			Veau .....	...	7,6	0,4	0,1
			Cheval .....	...	2,1	1,4	0,3
			Mouton .....	...	2,7	0,7	0,7
			Triperie et abats .....	...	8,1	2,4	2,5
			Volailles	8,6	10,6	9,3	10,9
			Lapins	2,6	3,5	0,0	0,0
113-B	106,3	132,1	Poissons frais, séchés, conserve	8,8	9,6	1,5	1,8
			Fruits de mer	3,6	4,5	—	—
114-A	102,9	112,6	Œufs en coquille (i) .....	...	11,0	8,9	10,0
114-B	108,0	94,1	Lait frais (litre)	102,3	103,2	27,8 (g)	37,4 (g)
			Fromages	13,7	15,2	0,6 (j)	0,9 (j)
			Lait concentré et en poudre	1,6	2,4	...	...
			Contenu en protéines et en matières grasses (k) .....	...	16,4	8,9	7,7

114-C	104,9	118,7	Beurre	10,3	10,5	1,4	1,6
115	100,0	99,3	Corps gras : total .....	...	11,5	22,1	22,8
			Dont :				
			Huiles	7,5	8,0	0,8	1,3
			Margarine	1,6	1,8	0,5	0,7
			Saindoux .....	...	1,7	19,8	20,0
116-A	106,9	107,4	Sucre	17,3	18,2	26,6 (l)	29,7 (l)
			Confiserie	3,1	3,5		
116-B	124,5	150,9	Chocolat (m).....	1,9	2,2	0,35	0,5
121	111,7	120,6	Vins, champagne, vins apéritifs, etc.	172,8	169,3	29,9 s (n)	34,3 s (n)
			Bière	35,4	40,8	36,7 s	42,5 s
			Cidre	26,5	22,1	—	—
			Liqueurs, eaux de vie, etc. (o).....	3,1	3,8	2,8	3,8
122	152,6	146,2	—	—	—	—	—
123	115,8	269,7	Café (kg)	3,5	3,6	0,14	0,55
			Thé (grammes).....	35	48	34	57
11	106,9	109,3					
12	114,5	131,8					
1	108,5	113,8					

(a) Pour la dénomination des postes, voir tableau 3, col. 1.

(b) D'après les indices de volume du C.R.E.D.O.C. (établis par référence aux prix de 1956) que nous avons corrigés compte tenu de l'accroissement de la population de 1960 à 1964.

(c) Aux prix de 1959. Source : **Annuaire statistique de la Hongrie, 1964.**

(d) A défaut d'autre précision : kg.

(e) Sources : **Consommation**, 1963, n° 4, p. 35-36 ; 1966, n° 2, p. 44-45, 1968, n° 2, p. 91 ; Statistiques de base de la Communauté Européenne, 1966, p. 145.

(f) Source : **Annuaire 1964** (éd. anglo-russe), p. 247, et **Bulletins Mensuels de Statistique.**

(g) Sans auto-consommation. A considérer que celle-ci était en déclin entre les deux dates.

(h) Pour la France, le poids ne comprend pas la graisse de découpe.

(i) Kilogrammes pour la Hongrie : y compris les œufs en poudre (en poids du frais).

(j) Production moins exportation.

(k) Sur le total du lait frais, des fromages, etc. consommés. Pour la France : notre propre estimation.

(l) Seul le sucre et le net contenu en sucre des produits de confiserie sont compris dans ce chiffre.

(m) Chocolat en tablettes pour la France ; Hongrie : contenu net en poudre de cacao de tous les produits de confiserie plus poids du cacao vendu directement.

(n) Litres. Afin d'aboutir, pour ce poste, à une mesure homogène, nous avons par la suite pondéré ces volumes par un degré théorique d'alcool : 12° pour le vin et 4° pour bière et cidre.

(o) Litre ramené au volume de l'alcool à 50°.

Il nous a été impossible d'apprécier l'incidence de ce facteur (1).

4.2. — LES RÉSULTATS

A quelles conclusions peut-on aboutir à la lecture des chiffres du tableau 3 ? Nous passerons rapidement sur la comparaison des valeurs globales pour nous arrêter un peu plus longuement sur les problèmes de dynamique et sur les structures qui se dégagent du pouvoir d'achat corrigé du **forint**.

4.2.1. — VALEURS GLOBALES

La valeur globale des consommations qui figurent dans ce tableau ne peut, bien entendu, être exprimée que par référence à un ensemble de prix. En l'occurrence, ce sont les prix français de 1964. Mais pour les raisons déjà évoquées, cette estimation nous paraît problématique pour la Hongrie. Aussi bien toute comparaison entre les chiffres des colonnes 6 et 7 doit être faite avec la plus grande réserve. Abstraction faite des différences qualitatives — qui ne peuvent qu'élargir l'écart — la consommation hongroise de 1964 semble inférieure de 31 % à la consommation des Français, (1 467 francs contre 2 120) pour le total des produits alimentaires et des boissons. On n'est pas très loin des résultats du tableau 2 (1 264 francs contre 2 120) où la valeur de la consommation hongroise a été convertie en francs d'après le taux de change touristique. C'est que la parité d'ensemble à laquelle nous parvenons dans le tableau 3 n'est pas très différente du taux de change utilisé. Notons d'autre part que l'écart est plus grand pour les boissons que pour les denrées solides.

4.2.2. — DYNAMIQUES COMPARÉES

Le tableau 3 bis comporte des indications sur l'évolution de la consommation entre 1960 et 1964, à la fois en quantités physiques et en prix constants.

Les tendances qui se dégagent pour la France sont bien connues, elles sont communes pour tous les pays développés de l'hémisphère occidental (2). Plus une consommation est « noble », et plus rapidement elle s'accroît dans une conjoncture d'expansion tandis que celle des denrées plus simples reste en deçà de la croissance moyenne. C'est ainsi que, pour la France, on trouve en tête de la hiérarchie des taux de croissance, les boissons non-alcoolisées, le chocolat, le café, les fruits, tandis que la consommation des corps gras, des légumes, des œufs est presque stationnaire. Dans l'ensemble, les variations autour du taux de croissance moyenne sont modérés (3).

Il en va différemment pour la Hongrie. Une fois de plus, les chiffres hongrois relatifs à la croissance accusent une grande irrégularité. De 1960 à 1964, les taux de variation par groupe de produits oscillent entre — 7 % (légumes, lait) et + 170 (café, thé). Si pour certaines consommations de luxe, une croissance vertigineuse peut s'expliquer par certains effets de

(1) On sait pourtant que les prix à la consommation sont bien différenciés, en Hongrie, en fonction de la qualité de la marchandise offerte. Mieux, les denrées n'ont pas le même prix unitaire suivant qu'elles sont mises en vente par le commerce d'État, le commerce privé ou les coopératives agricoles. Ces deux derniers réseaux constituent, en effet, une sorte de marché libre dont les prix tiennent largement compte des appréciations subjectives des consommateurs (et des raretés).

(2) Cf. les analyses d'A. Piatier dans l'ouvrage cité au chapitre 2, note 6 p. 28.

(3) Exception faite pour les boissons non-alcoolisées. L'expansion rapide de celles-ci est probablement typique de la plupart des produits « modernes ». Malheureusement, ceux-ci sont le plus souvent amalgamés avec les produits traditionnels de la même nature.

choc dans les prix (comme c'est précisément le cas du café), des irrégularités en sens inverse font penser plutôt aux difficultés de l'approvisionnement. C'est ainsi que le recul d'une consommation déjà aussi faible que celle des produits laitiers (poste 114-B) nous renvoie à l'insuffisance notoire de la production en ce domaine et non point à une attitude négative des consommateurs hongrois à l'égard du lait. Pour les légumes, le déclin s'explique par une hausse très considérable des prix, dont les causes relèvent également de la production. Mais sur un marché de pénurie, le facteur « approvisionnement » peut jouer aussi dans l'autre sens : on découvre les vertus du poisson lorsque les boucheries sont fermées faute de marchandise, etc. Il faudrait pouvoir faire la part de tous ces accidents de l'offre pour voir si, par ailleurs, les tendances de la consommation en Hongrie rejoignent celles de l'Europe occidentale.

4.2.3. — LE POUVOIR D'ACHAT DU FORINT

En ce qui concerne le pouvoir d'achat du **forint**, il est déterminé — conformément à la méthode — pour chaque poste séparément. Pour l'ensemble de la consommation alimentaire, ce pouvoir d'achat est de 0,22 francs (francs de 1964), c'est-à-dire, qu'il est très près de la parité du taux de change touristique (entre 0,20 et 0,21 francs). Mais cela n'est vrai que pour la moyenne des consommations alimentaires. Poste par poste, les écarts sont considérables. Le pouvoir d'achat du **forint** est sans conteste le meilleur pour les produits à base de céréales. Pour les fruits, les légumes, la viande et les poissons, il est également supérieur à la moyenne. Il est le plus faible pour les produits importés et pour les boissons.

On peut s'étonner de la relative cherté, en Hongrie, des corps gras de même que du prix relativement avantageux de la viande alors que cette dernière était, sur les marchés de 1964, un produit rare et que la production des premiers pouvait être considérée, au contraire, comme plutôt abondante. Par contre, le prix avantageux des céréales, des légumes et des fruits s'explique facilement de même que la relative cherté des produits d'outre-mer. L'écart France/Hongrie dans le domaine des boissons alcoolisées nous renvoie à une anomalie française : l'alcool est trop bon marché en France, voilà pourquoi le pouvoir d'achat du **forint** apparaît, ici, comme faible. Dans une comparaison avec l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, il ne le serait pas forcément.

4.2.4. — LES STRUCTURES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

A en juger d'après le rapport des quantités (col. 5), la composition de la consommation alimentaire est très différente pour les deux pays comparés. Les Hongrois consomment nettement plus de farines (pain, pâtes, etc.), de corps gras et de sucre que les Français. En revanche, pour toutes les autres denrées de même que pour les boissons de toutes sortes, la consommation des Français apparaît comme sensiblement supérieure à celle des Hongrois. En pourcentage de la consommation française par tête, la quantité physique de la consommation hongroise varie entre 13 % (poissons) et 200 (corps gras).

Si l'on compare les structures française et hongroise de la consommation alimentaire sur la base des données figurant dans les colonnes 6 à 8 du tableau 3, on aboutit aux résultats suivants (voir tableau 4).

Quelles que soient nos réserves à l'égard des chiffres que nous faisons figurer dans les colonnes 4 et 5 de ce tableau récapitulatif, l'ensemble des résultats ne manque pas d'intérêt.

TABLEAU 4

Structures comparées de la consommation alimentaire

En pourcentage du total

1 N° Code	2 Dénomination du poste	3 France prix courants 1964	4 5 Hongrie	
			Prix hongrois	Prix français
111	Pains et céréales	11	12	24,5
112	Légumes et fruits	12	12	16
113	Viande et poissons	36	21	29,5
114	Œufs, lait, beurre, etc.....	14,5	11	9
115	Corps gras	1,5	8,5	5
116	Sucre, confiserie	4	8	3
117	Autres produits alimentaires	1	4,5	(4,5) (a)
11	Total alimentaire	80	77	91,5
121	Boissons alcoolisées	16,5	19	7
122	Boissons non alcoolisées	1,5	1	(1) (a)
123	Café et thé	2	3	0,5
12	Total boissons	20	23	8,5
1	Total alimentation + boissons	100	100	100

Source : valeurs absolues du tableau 3, colonnes 6 à 8.
(a) En prix hongrois.

La chose qui frappe le plus, c'est la forte ressemblance des structures française et hongroise pour autant que les consommations hongroises sont évaluées aux prix **hongrois** (comparaison entre col. 3 et 4). C'est un peu le contraire de ce à quoi on pouvait s'attendre. Certes, les Français affectent proportionnellement des sommes plus élevées à l'achat de la viande et des produits laitiers que les Hongrois : ces deux postes représentent à eux seuls plus de la moitié de leur budget alimentation-boissons (contre 33 % en Hongrie). En contre-partie (car il faut qu'il y en ait), les Hongrois dépensent davantage sur les « douceurs » (poste 116) et — surtout — sur les corps gras. Pour le reste, y compris les boissons, les coefficients sont à peine différents d'un pays à l'autre.

Il en va autrement lorsqu'on réévalue la consommation hongroise aux prix français (col. 5). Après avoir différencié le pouvoir d'achat du **forint**, on ne peut bien sûr pas s'étonner que les structures de la consommation hongroise soient toutes bouleversées. Mais ce qui est frappant c'est que cette opération supprime toutes les similitudes avec la France. A l'exception du poste 116, aucun pourcentage de la colonne 5 n'est comparable

avec le chiffre correspondant de la colonne 3. Tout au plus peut-on noter la diminution de certains écarts (avant tout pour la viande), ce cas étant toutefois moins fréquent que le contraire (à observer par exemple dans le domaine des céréales, des produits laitiers, des boissons).

On hésite à tirer la conclusion qui s'impose. Car, si les différences de volume et de structure « réelle » s'expliquent aisément par référence aux habitudes de consommation, aux niveaux des revenus et aux différences de prix relatifs, la ressemblance des structures nominales a quelque chose de mystérieux. On se demande si cette ressemblance est fortuite et, sinon, quelles peuvent en être les raisons historiques ou économiques. Qu'est-ce qui fait que dans deux pays (qui appartiennent certes au même continent mais que tout sépare sur le plan du système économique) les ménages font approximativement les mêmes choix quant à la répartition de leur budget monétaire ? Le fait a déjà retenu notre attention à propos des structures globales ; il est maintenant plus marqué ⁽¹⁾. Peut-on en conclure que pour la décision budgétaire c'est la **valeur monétaire** d'une consommation qui est primordiale et non sa valeur immanente ? La portée de notre comparaison France/Hongrie est trop limitée pour en tirer une conclusion aussi générale.

*
* *

(1) De plus, les prestations non-monnaies qui viennent perturber la comparaison France-Hongrie sont négligeables dans le domaine alimentaire.